l'unité

N° 341-5F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 25 mai au 1er juin 1979



Europe : artillerie tous azimuts contre le P.s.

Afrique : le "grand-frère blanc" remplace le gendarme

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces		
	La ligne H.T.	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Divers

Eté 1979. Hautes-Alpes. Séjours pour coll., groupes, famil., indiv. Vacances montagne dans anc. hôtel, piscine. Randon., escalades, safaris-photos. Tarifs suiv. dates, tt compris : moniteurs + animateurs + pension compl. En promotion juin et sept.

Document. : Le Choucas, C.e. Snias, 05240 La Salle-les-Alpes. Tél. : (92) 24-04-93.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS



Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE

PARIS XI° ■ Métro Parmentier

Tél. 357.46.35

Demande d'emploi

Jorge Ramirez, 28 ans, graphiste, Chilien, cherche emploi dans mairie socialiste (banlieue parisienne).

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009 Paris), qui transmettra.

Offres d'emploi

Issoudun (Indre), 17 000 habitants, sous-préfecture, lycée, collèges, lycée d'enseignement professionnel, desserte par ligne S.n.c.f. Paris-Toulouse, recrute un bibliothécaire de 1e catégorie en vue du transfert et du développement de la bibliothèque municipale et dans le cadre de la création d'un complexe socio-culturel comprenant centre culturel, bibliothèque, maison des jeunes et musée.

Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, 36100 Issoudun, avant le 1er juillet 1979.

Le voyage de « l'Unité »

A la découverte de l'Espagne nouvelle

« L'Unité » propose à ses lecteurs, en collaboration avec le service tourisme de l'U.g.t. et du P.s.o.e., un programme de voyage original : à travers leurs villes, leurs villages, la rencontre avec les hommes et les femmes d'Espagne, leurs préoccupations, leur travail et les transformations en cours.

Ce voyage de quinze jours allie les charmes et avantages du parcours touristique (du Pays basque aux Asturies, de Madrid à la Catalogne), du circuit culturel (cloîtres romans et cathédrales gothiques, palais témoins du Siècle d'or), des rencontres avec de nombreux responsables politiques et syndicaux, mais aussi des vacances.

Voyage en autocar-couchettes. Départ de Paris les vendredis 29 juin, 13 et 27 juillet, 10 et 31 août.

Deux semaines : 2 650 F, tous frais compris. Renseignements et inscriptions :

Le voyage de « l'Unité »
Fédération Léo-Lagrange
21, rue de Provence, 75009 Paris.
Tél. 770.74.70

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 23,50 à 28 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

PARIS (15e)
RENAULT ABBE-GROULT

107, rue Abbé-Groult, 15e
Métro Convention
Tél. 532-71-20 (+)
(ouvert le samedi)

GARANTIE OR 6 MOIS
VEHICULE DE SERVICE 79.
Faible kilométrage
VEHICULES D'OCCASION A BAS PRIX



Renault 4-6	76-77-78
Renault 5 tous types	77-78
Renault 12 tous types	76-77-78
Renault 14 tous types	77-78-79
Renault 16 tous types	76-79
Renault 18 GTS et TL	78-79
Renault 30 TS autom.	76

Choix important de véhicules à transmission automatique

Peugeot 604 Cuir TA	76
B.M.W. 2500	72
Peugeot 304 coupé	74

Pour les véhicules utilitaires, nous consulter.
Recommandez-vous de « l'Unité ».

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

sommaire

4 **France**

Artillerie tous azimuts contre le P.s., par Claude Estier

7 **Spécial Europe**

Attention écoles, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

8 *A chacun son rythme scolaire !*

9 *Tableau comparatif des systèmes scolaires dans l'Europe des Neuf*

10 **Monde**

Afrique : le « grand frère blanc » remplace le gendarme, par Jacques Delépine

16 **Société**

L'école Decroly doit faire des petits, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

17 *Sept millions de tonnes de pétrole à la mer... par an, par Marie-José Bernardot*

19 **Cinéma**

Le printemps saisi aux cheveux, par Serge Richard

Photos et dessins

Barrigue (pages 1, 4, 13), Coureuil (page 12), Pascal Lebrun (pages 15, 16), Pym (pages 8, 17), Solo (pages 10, 21), Sygma (pages 5, 6, 11, 12), Viva (page 6).

Des abonnements pour le 10 juin

Depuis plusieurs semaines déjà, «l'Unité » a entrepris de publier une série d'études et de documents destinés à mieux faire comprendre l'enjeu des élections européennes du 10 juin. Nous poursuivrons ces publications dans chaque numéro, jusqu'à la veille de la consultation.

C'est une nouvelle occasion pour chacun de nos abonnés et de nos lecteurs au numéro de faire connaître « l'Unité » autour de lui. Nous demandons particulièrement à tous les secrétaires fédéraux, à tous les secrétaires de section, à tous les responsables à la presse de mettre à profit cette période pré-électorale pour faire de nouveaux abonnements à l'hebdomadaire du Parti socialiste.

C'est une façon efficace de renforcer l'action du Parti et de contribuer à son succès aux élections du 10 juin.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ○
- abonnement de six mois (110 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond.

REDACTION
Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinski.

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannella

PHOTOS
Pascal Lebrun

PUBLICITE
Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Coordination : Offres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Directeur de la publication : Claude Estier.

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Fondation Jean-Jaurès

Europe : artillerie tous azimuts contre le P.s.

par Claude Estier

Il y a décidément des idées fausses qui ont la vie dure ! Elles ont beau être contredites chaque jour par les faits, elles n'en sont pas moins reprises avec obstination par ceux dont la mission — paraît-il — est d'informer l'opinion.

L'une de ces idées est celle d'un prétendu rapprochement entre les socialistes et le parti giscardien. Elle n'est pas nouvelle. On peut même dire que depuis cinq ans, depuis son arrivée à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing n'a cessé de laisser entendre que son rêve était d'entraîner le Parti socialiste dans une nouvelle majorité qui lui donnerait à lui-même une plus large assise.

Sans beaucoup d'illusions au début sur ses chances d'atteindre un tel objectif, Giscard a repris espoir lorsque, le Parti communiste ayant rompu délibérément l'Union de la gauche, ce qui a entraîné l'échec électoral de mars 1978, il a cru que le P.s. allait changer ses batteries et rechercher de nouvelles alliances.

Toutes les pressions possibles et imaginables ont été exercées en ce sens depuis un an. Elles continuent aujourd'hui avec une grande ampleur à l'occasion de la campagne pour les élections européennes. Que le Pouvoir agisse ainsi pour essayer de jeter la confusion dans l'esprit des Français et tenter du même coup de dissimuler les échecs accablants de sa politique, il n'y a pas trop à s'en étonner. Que le Parti communiste, dépité sans aucun doute par les conclusions du congrès de Metz qui ont confirmé l'ancrage à gauche du P.s., assure quotidiennement le relais, il ne faut pas non plus en être surpris : il y a belle lurette qu'une complicité objective existe entre l'U.d.f. et le P.c.f. pour porter des coups au Parti socialiste.

Il est plus grave qu'à son tour un journal se voulant proche du P.s., mais à la recherche en l'occurrence d'une certaine forme de sensationnalisme, ait cru devoir exploiter, en en déformant la signification, un sondage déjà sérieusement contestable par la nature même des questions posées. A en croire ce sondage et la présentation abusive qui en est faite, une majorité d'électeurs socialistes se sentiraient proches de l'U.d.f. Et les commentateurs d'enchaîner sur le décalage qui existerait entre la direction du P.s. et son électorat.



Que leur importe que ce refrain lancinant ait été constamment démenti par les faits ? Lequel d'entre eux rappelle, comme l'a fait lundi soir François Mitterrand à Antenne 2, qu'un sondage — réel celui-là, et grandeur nature — a eu lieu il y a seulement deux mois à l'occasion des élections cantonales et qu'il a été extrêmement clair : la très grande majorité des électeurs socialistes se sont parfaitement conformés à la discipline de la gauche et n'ont pas hésité, en dépit des attaques grossières du P.c.f., à voter au second tour pour un candidat communiste lorsque celui-ci se trouvait en tête de la gauche. S'il n'en avait pas été ainsi, comment le Parti communiste aurait-il pu gagner des dizaines de sièges dans les conseils généraux ? Le fait que Georges Marchais, qui avait affirmé publiquement, le soir du second tour des cantonales, que les reports de voix avaient été « efficaces », ait ensuite changé d'avis pour les besoins d'une mauvaise cause ne change rien à une réalité que chacun a pu vérifier : le Parti socialiste et, avec lui, la grande masse de ses électeurs demeurent fidèles aux choix de la gauche. Ces choix sont aussi incompatibles aujourd'hui qu'hier avec ceux de Giscard d'Estaing, Barre et consorts.

C'est vrai pour la France, comme c'est vrai pour l'Europe en dépit, là encore, de la confusion que l'on s'efforce de jeter dans les esprits. C'est le jeu de Simone Veil de gommer les divergences qui opposent sa liste à celle de Jacques Chirac — il est vrai qu'ils appartiennent tous deux à la même majorité et soutiennent le même gouvernement. Il lui faut plus d'audace pour soutenir que les vues de l'U.d.f. sur l'Europe ne sont pas si éloignées de celles des socialistes. Comme il est difficile d'en faire la démonstration directe, on opère par sociaux-démocrates interposés. Sous prétexte que Valéry Giscard d'Estaing entretient des relations d'Etat à Etat avec le chancelier Helmut Schmidt — ce qui est heureux —, on cherche à faire croire qu'il n'y a pas loin entre la politique giscardienne et celle du S.p.d. allemand. Et comme le S.p.d. appartient à la même Internationale que le P.s. français... la boucle est bouclée, Simone Veil rejoignant ici allégrement l'argumentation fallacieuse et archi-usée de Georges Marchais !

La réponse est pourtant facile et elle tient en deux points.

Aucun rapport entre le S.p.d. et les giscardiens

Le premier est que, quels que soient les liens de solidarité existant entre les partis socialistes et sociaux-démocrates européens — qui constitueront demain, et de loin, la force la plus importante au sein de l'Assemblée de Strasbourg —, le Parti socialiste français n'a jamais caché ses désaccords, d'ailleurs évidents, avec le S.p.d. aux plans stratégique ou programmatique.

Le second point est que, quelle que soit la modération de Helmut Schmidt, en matière économique notamment, il n'y a aucun rapport entre le S.p.d., qui est l'émanation de la classe ouvrière alle-



François Mitterrand s'adressant samedi dernier, à Strasbourg, aux candidats socialistes et radicaux de gauche et aux militants alsaciens.

mande, et le parti giscardien, qui est, en France, le représentant de la grande bourgeoisie et des forces de l'argent. La social-démocratie — faut-il le répéter ? — repose sur une histoire, une tradition, une culture dont Giscard d'Estaing, Barre et Simone Veil peuvent difficilement prétendre être les héritiers en France !

On pourrait ajouter une autre différence qui devrait rendre plus modestes nos gouvernants si prompts à faire référence au S.p.d. : la politique du gouvernement allemand s'est révélée autrement plus efficace, en matière de salaires, d'emploi, d'inflation, de production industrielle et de stabilité monétaire, que la politique giscardienne — dont le résultat le plus clair est que la France, qui était, il y a dix ans, dans une situation comparable à celle de l'Allemagne fédérale, est aujourd'hui largement distancée par elle.

C'est à partir de ce constat que les socialistes axent leur campagne actuelle sur le thème suivant : pourquoi et comment la droite au pouvoir en France réussirait-elle demain en Europe ce qu'elle n'a pas su ou pas voulu faire chez nous ? Pour Simone Veil et les vieux chevaux de retour qui se dissimulent dans sa liste fourre-tout, l'Europe est une fuite en avant pour tenter de transférer ailleurs les problèmes que l'on n'a pas été capable de régler en France.

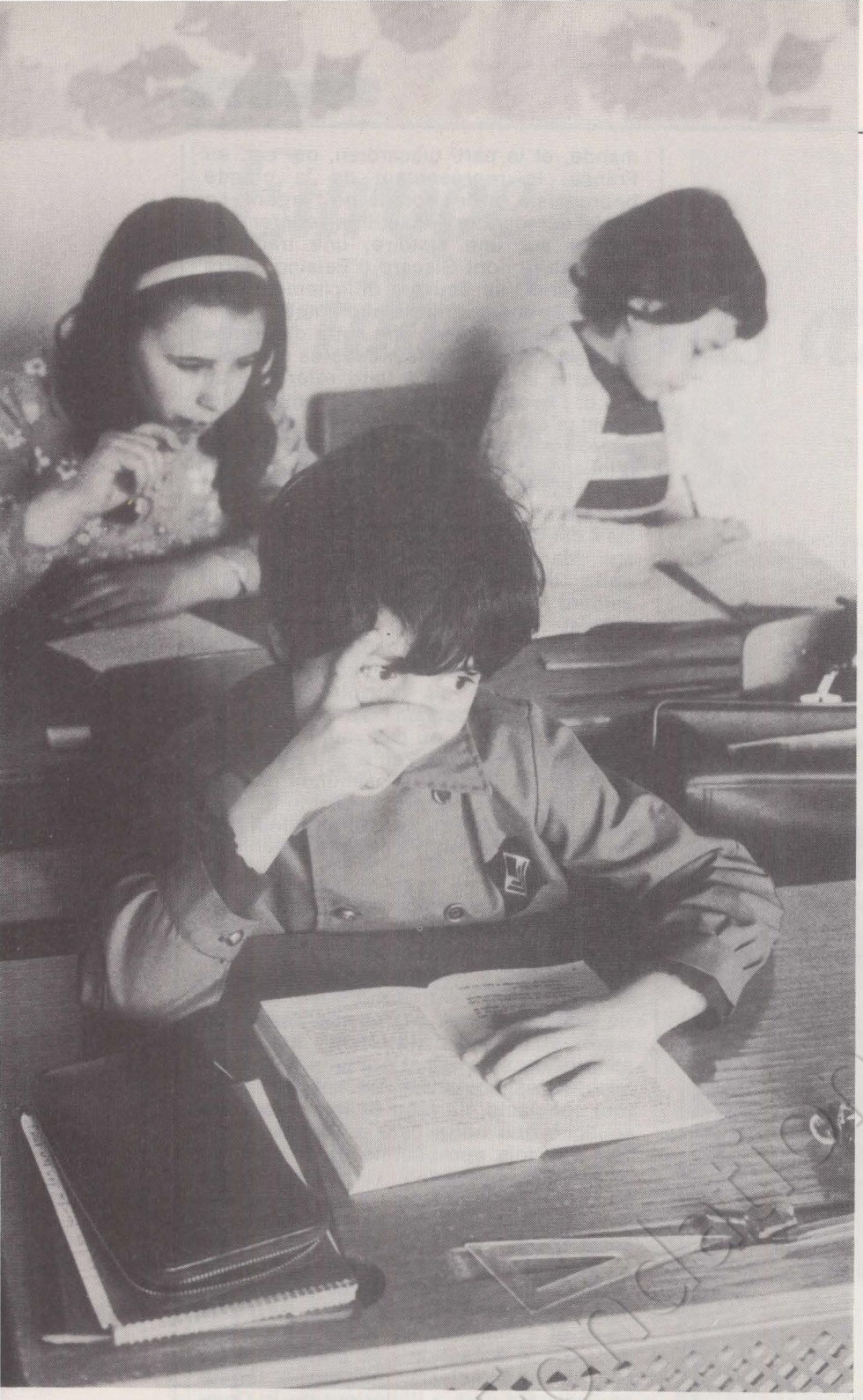
Le P.s. en a vu d'autres

L'ambition des socialistes est tout autre, et François Mitterrand, lundi soir encore, dans ce débat qui lui a enfin permis de s'expliquer sérieusement, hors de tout spectacle, l'a bien définie lorsqu'il a souligné que notre liste est la seule qui soit à la fois européenne et de gauche, c'est-à-dire qui croie à la vertu d'une Europe organisée, mais pour lui donner une tout autre orientation économique et sociale.

L'Europe des travailleurs, que nous voulons substituer à celle des grandes firmes multinationales chères à Raymond Barre et à Simone Veil, n'est pas un slogan. Grâce à l'action des partis de gauche et des syndicats, des bases sérieuses existent déjà à l'intérieur de la Communauté pour développer une politique active contre le chômage, pour la réduction de la durée du travail, pour de nouvelles garanties sociales et de nouveaux droits pour les salariés. Dans un combat d'arrière-garde, où le rejoindra peut-être Mrs Thatcher, le gouvernement français est l'un des rares à s'opposer à cette politique de progrès. Il serait paradoxal que les Français lui apportent leur caution en votant pour la liste officielle dans les proportions qu'indiquent aujourd'hui des sondages dont « le Monde » avait raison d'observer qu'« ils inspirent le doute » et qu'« ils tiennent pour une information ce qui n'est qu'un procès d'intention ».

Tout indique, au contraire, que c'est du Parti socialiste que les Français se sentent le plus proches en cette affaire comme en d'autres. L'artillerie tous azimuts déclenchée contre nous en est d'ailleurs la meilleure preuve. Depuis qu'il est devenu la première force de ce pays, le P.s. en a vu d'autres. L'acharnement de tous ceux qui, à droite comme à gauche, ne songent qu'à conserver ce qui est confirme qu'il est bien le seul à offrir, pour la France et pour l'Europe, la perspective des changements que notre peuple attend.

Coll. Fondation Jaurès







ATTENTION ECOLES ...

SPECIAL EUROPE

ON le répète suffisamment : la Communauté européenne, ne possédant que parcimonieusement ressources énergétiques et matières premières, est plutôt mal placée dans la compétition qui oppose aujourd'hui les grands ensembles économiques du monde : Etats-Unis, U.r.s.s., C.e.e., Chine populaire, Brésil et Argentine.

Sa seule ressource, en vérité, réside dans les capacités technologiques et culturelles de ses populations, qui dépendent pour beaucoup de l'instruction qui leur est fournie. C'est pourquoi, paradoxalement, alors que l'éducation échappe pour l'essentiel aux compétences définies par les traités de 1951 et de 1957, créant respectivement la C.e.c.a. et la C.e.e., elle est un des secteurs essentiels où se livre aujourd'hui une bataille pacifique, mais rude, pour l'avenir commun des Européens.

Or, c'est une bataille mal engagée. Certes, on ne saurait comparer le taux de scolarisation de la jeunesse européenne — tous pays confondus — et celui des pays du tiers monde. Ce taux avoisine les 100 % pour les jeunes entre six et treize ans ; on aurait tort toutefois d'en conclure que l'analphabétisme a entièrement disparu de l'Europe des Neuf. Certains apprentissages sont en effet si superficiels que, la scolarité finie, ils aboutissent en l'espace de quelques années à un semi-analphabétisme de fait.

Mais, dès que l'on dépasse les treize-quatorze ans, la situation est nettement moins brillante. Les disparités entre pays sont très grandes. Et même dans les pays les mieux pourvus (France et Pays-Bas), on est loin d'atteindre, pour les quatorze-dix-huit ans, le taux de scolarisation de 80 % et plus qui est celui des Etats-Unis et du Japon.

Comme la qualité, tant s'en faut, ne remplace pas la quantité, il y a là, pour l'avenir, un réel problème. Mais c'est un problème largement social.

L'enseignement — en particulier supérieur — est en effet, en Europe, extrêmement inégalitaire. De ce point de vue, une politique opiniâtre visant à assurer en recrutement des universités une base de masse irait dans le sens d'une défense des intérêts des pays de l'Europe tout entière. C'est là ce que préconisent les socialistes français. Mais ce n'est pas, tant s'en faut, le chemin qu'emprunte le Pouvoir actuel : le redéploiement Beullac et la réforme Pelletier (pour les langues vivantes) indiquent bien que le but est tout autre. Assurer aux moindres frais le fameux « savoir minimum garanti » cher à M. Giscard d'Estaing. Ce qui, certes, serait suffisant pour une France réduite à la sous-traitance. Mais n'est assurément pas conforme aux ambitions et aux projets des socialistes pour la France et pour l'Europe.

J.-P. M.

ILS sont quelque cinquante-quatre millions d'écoliers, de lycéens, de collégiens à prendre chaque matin le chemin de l'école. A pied, à vélo, en voiture, à skis, en bus, ils se dirigent vers leurs classes, cartables au dos, cahiers sous le bras. Ce sont les écoliers de la Communauté européenne.

En quelque quinze années, de 1960 à 1975, leur nombre a augmenté de plus de 50 % et celui de leurs enseignants d'environ 30 %. Quant aux dépenses publiques afférentes à l'enseignement, elles se sont accrues en moyenne de 15 % par an. Expansion qui s'est accompagnée de profondes transformations dans les structures de l'enseignement. La plupart des pays, par exemple, ont prolongé d'une ou deux années la durée de la scolarité obligatoire.

Depuis, cependant, cette expansion a subi un ralentissement très net. Au niveau des effectifs scolaires et, surtout, au niveau des ressources financières. Face à une baisse démographique et à la situation économique générale, les gouvernements ont révisé leurs dépenses d'enseignement, désormais soumises à des mesures de restriction. C'est ainsi que le gouvernement français a mis en place sa politique de redéploiement des moyens.

Existe-t-il une politique européenne de l'éducation ? Pour la première fois en 1961, au cours d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Bonn, les problèmes d'éducation ont été soulevés, et l'idée d'instituer un Conseil des ministres de l'Education et de créeér une grande université européenne a été émise. Toutefois, le traité de Bonn restera sans lendemain.

En 1969, la conférence de La Haye réaffirmait la volonté de créer une université européenne. Cette même année, Olivier Guichard, alors ministre de l'Education, proposait la création d'un « centre européen pour le développement et l'éducation ». Ce centre aurait pour objectif de confronter d'une façon permanente les politiques éducatives des Etats membres.

A l'initiative de la Belgique

Mais c'est en 1971, à l'initiative de la Belgique que les ministres de l'Education de la Communauté se sont rencontrés pour la première fois. Un comité de hauts fonctionnaires a été chargé de présenter des propositions pour une politique européenne de l'éducation. Le comité se mit au travail, mais préféra, pour prendre des décisions importantes, attendre l'adhésion des nouveaux partenaires : le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande.

En 1973, enfin, un membre de la commission de la C.e.e. est chargé officiellement des problèmes d'éducation. Puis une direction générale de la Science, de la Recherche et de l'Education est constituée pour l'assister dans sa mission. Les études du comité de hauts fonctionnaires et de la commission aboutissant, en juin 1974, à la rencontre des ministres des Etats membres. Ceux-ci décident officiellement d'une coopération dans le domaine de l'éducation et créent un comité de l'Education, formé par les représentants des Etats membres et de la commission. Résolution approuvée par le Parlement européen et le Comité économique et social. Les ministres se retrouvent en décembre 1975, puis en février 1976, et ils donnent le feu vert à un programme d'action dont la mise en œuvre est confiée au comité.

Le programme d'action des ministres comprenait six grands domaines : la formation culturelle et professionnelle des ressortissants des autres Etats membres de la Communauté et des pays non membres, et l'éducation de leurs enfants, la correspondance entre les systèmes éducatifs, la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, la documentation concernant l'éducation dans la Communauté, l'enseignement des langues étrangères, l'égalité des chances et le plein accès à toutes les formes d'enseignement.

Depuis, conférences, colloques, réunions de travail se sont succédé pour mettre en place des expériences qui répondent aux objectifs fixés.

Faute de crédits

C'est ainsi qu'en Belgique et aux Pays-Bas, les responsables de l'Education étudient un système d'accueil pour les enfants de différentes nationalités. Ou encore, en France ou au Royaume-Uni, l'enseignement de la langue et de la culture d'origine en milieu scolaire normal comme à être généralisé. Chaque Etat membre s'est engagé, d'autre part, à favoriser, au cours de la scolarité obligatoire, l'enseignement d'une langue pour l'ensemble des élèves. En France et dans d'autres Etats, une langue étrangère a en effet été introduite dans l'enseignement primaire. Faute de crédits, l'expérience n'a pu se poursuivre chez nous.

Les ministres de l'Education ont, dans leur programme d'action, projeté d'améliorer la connaissance mutuelle des systèmes éducatifs. C'est ainsi que, le 4 mai dernier, le

SPECIAL EUROPE

ministre Christian Beullac et le secrétaire d'Etat Jacques Pelletier ont accueilli à Arc-et-Senans les hauts fonctionnaires des ministères de l'Education de la Communauté. Ils ont soumis à leur réflexion et à leur critique la réforme du système éducatif entreprise en France en 1975.

Livret scolaire européen

Le comité de l'Education et la Commission devaient, en outre, rechercher la possibilité pour les enseignants des niveaux préscolaire, primaire et secondaire de poursuivre leur carrière dans plusieurs Etats membres. Un livret scolaire européen devait faciliter la mobilité des élèves, comportant une description précise des périodes scolaires accomplies dans différents pays. Il est vraisemblable que ces deux dernières études n'en sont toujours qu'à l'état embryonnaire. En fait, en prenant connaissance des travaux des organismes de la Communauté qui traitent de l'éducation, on se rend compte qu'un nombre important d'idées émises et de recherches entreprises n'ont encore jamais abouti.

L'institut universitaire prévu par la convention signée le 19 avril 1972 a vu, lui, le jour. Malgré les réticences de certains pays, il a ouvert ses portes le 15 novembre 1976 à Florence. Il devait être une université complète ; mais, après des années de discussions et sous la pression notamment du gouvernement français, ses objectifs ont progressivement rétréci. Il est consacré à des études du troisième cycle dans quatre disciplines, histoire et civilisation, sciences économiques, sciences juridiques, sciences politiques et sociales.



Réduire les écarts

L'enseignement y est dispensé par séminaire dans deux langues choisies chaque année en fonction de l'origine des étudiants et des professeurs. Neuf enseignants sont titulaires dans cet institut où il n'est, comme on l'imagine, pas facile de s'inscrire.

Pourtant, la libre circulation des personnes à l'intérieur du territoire de la Communauté ne sera pleinement réalisable que lorsque les qualifications scolaires et professionnelles obtenues dans tel Etat membre seront reconnus des autres Etats.

Comment, en matière d'éducation, coopérer alors que chaque Etat est attaché — et c'est normal — à sa culture, à ses traditions ? Sans aller jusqu'à un alignement arbitraire des différents systèmes d'éducation, il est indispensable de réduire les écarts.

On n'en est encore qu'aux balbutiements.

NICOLE DU ROY
et
MARYSE WOLINSKI

A chacun son rythme scolaire

L'AMENAGEMENT du temps scolaire a été remis en question cette année en France. Et la fixation d'un nouveau calendrier a provoqué bien des remous — du côté des enseignants surtout —, remous qui sont loin d'être apaisés.

Jusqu'à maintenant, la durée globale des vacances était de 210 jours, et les cours concentrés sur 155 jours dans le primaire et 140 dans le secondaire. Résultat de ce déséquilibre : les écoliers et les lycéens étaient surmenés pendant une partie de l'année. Alors que pendant la période des vacances — trop longue selon les parents d'élèves et les médecins scolaires — ils risquaient de perdre leurs acquis.

Le 7 mars dernier, le Conseil des ministres a approuvé deux propositions et une suggestion : les zones de vacances scolaires seraient, dès 1981, plus nombreuses et donc plus petites ; les calendriers scolaires seraient pluriannuels et s'étendraient sur trois ans. Quant à la suggestion, elle concerne la dissociation des vacances des enseignants de celle des élèves. Une idée dont on n'a pas encore fini de parler.

Qu'en est-il dans l'ensemble des pays de la Communauté ? D'abord, les rythmes scolaires n'y ont pas fait l'objet d'études récentes. Sauf peut-être en Italie, où le Conseil des ministres a décidé, en 1977, l'allongement de l'année scolaire. Lorsque Christian Beullac a souhaité étudier ce problème l'an dernier, seulement trois pays de la Communauté ont répondu à la demande d'information du ministère. Il s'agit du Royaume-Uni, de l'Italie et de la R.f.a.

Au Royaume-Uni, par exemple, cette question est loin d'occuper la première place. Le ministère central (Department of Education and Science) fixe à 400 sessions, soit 200 journées, la durée minimale annuelle de l'enseignement. Les chefs d'établissement répartissent à leur convenance ces journées.

La semaine scolaire en Grande-Bretagne est de cinq jours, sans congé intermédiaire. Les vacances d'été durent six semaines, celles de Noël deux semaines et celles de printemps deux à trois semaines. En outre, l'octroi de congés d'une à deux journées est du ressort des chefs d'établissement ou des autorités locales.

En Italie, c'est là encore le ministère de l'Education qui fixe le calendrier : les dates sont identiques pour l'ensemble du pays. L'année scolaire varie de 200 à 210 jours. La semaine dure six jours, du lundi au samedi inclus. Cependant, les écoliers et les collégiens italiens ne vont en classe que quatre heures le matin. Les vacances d'été à l'italienne sont encore plus longues que les nôtres, puisqu'elles s'étendent de la fin juin au début octobre. Quant aux vacances de Noël et de Pâques, elles sont de treize jours pour les unes et de cinq jours pour les autres.

Enfin, en R.f.a. les autorités compétentes en matière d'éducation sont les ministres des cultes des onze Länder, qui harmonisent leurs politiques dans le cadre de la Conférence permanente. Un accord passé en 1964 entre les ministres des Länder a fixé la durée des vacances scolaires à 75 jours ouvrables. Dans la Communauté, ce sont donc les écoliers allemands qui travaillent le plus — la durée de l'année scolaire en Belgique comme aux Pays-Bas étant de 180 jours. En dehors des vacances d'été, les écoliers allemands ont au moins trois semaines de congés répartis différemment suivant les Länder et situés autour des fêtes de Noël ou de Pâques.

L'échelonnement des départs en vacances d'été à été adopté par la conférence des ministres de l'Education après un débat auquel avaient été associés les autorités fédérales, celles des Länder, mais aussi les conseils de parents d'élèves. Le plan des vacances scolaires est pluriannuel. Cette organisation a été rendue absolument nécessaire par la structure des voies routières et ferroviaires qui, même avec l'échelonnement actuel, sont vite saturées, lors des départs.

Certains petits écoliers allemands, ceux des Länder du Sud, bénéficient de congés supplémentaires les jours de canicule. Les chefs d'établissement peuvent, en effet, interrompre les cours lorsque le thermomètre a dépassé une certaine température. L'année scolaire est parfois ainsi réduite.

Tableau comparatif des systèmes scolaires dans l'Europe des Neuf

	France	Allemagne	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg	G.-Bretagne	Irlande	Danemark
Dépenses d'éducation en pourcentage de la production intérieure brute	4,5	4,2	4,9	6,7	5,5	4,1	5	4,7	6,6
Elèves masculins pour 100 élèves féminines dans le supérieur	123	158	155	236	144	206	140	172	142
Dans le secondaire	92	105	129	120	92	119	107	74	93
Effectifs scolaires en pourcentage de la population ayant entre 5 et 24 ans									
Garçons	62,3	61,6	64,1	66,3	64,9	55,7	67,2	60,1	62,1
Filles	63,2	59	58,8	59,1	62,4	53,8	66,4	60,8	61,9
Taux de scolarisation par groupes d'âge en 1975									
5-14 ans	99,8	87,5	93,1	99,2	99,4	-	100	-	-
15-19 ans	51,3	51,3	40,8	57,5	61,3	-	43,9	-	-
20-24 ans	9,9	11,1	10,8	12,3	11,1	-	7,5	-	-
Période de scolarité obligatoire	6-16 ans	6-18 ans (souvent à temps partiel à partir de 15 ans)	6-14 ans	6-15 ans	6-14 ans	6-15 ans	5-16 ans	6-15 ans	7-16 ans

L'éducation des enfants âgés de moins de six ans n'est obligatoire qu'au Royaume-Uni. Cependant, les petits Français, Belges et Hollandais âgés de quatre à cinq ans sont inscrits dans des établissements. Même en Irlande, pays à prédominance rurale, 55 % des enfants fréquentent des classes avant l'âge d'entrer dans la scolarité obligatoire.

L'Allemagne fédérale a envisagé d'abaisser l'âge de la scolarité à cinq ans l'année prochaine, mais elle ne fera que reconnaître un état de fait existant dans plusieurs pays de la Communauté (95 % des Français). En effet, au Benelux comme en France, bien que non obligatoire, l'enseignement préscolaire est quasi général. En R.f.a., par exemple, un tiers des enfants reçoivent actuellement une éducation préscolaire ; ce chiffre tombe à moins de 15 % au Danemark.

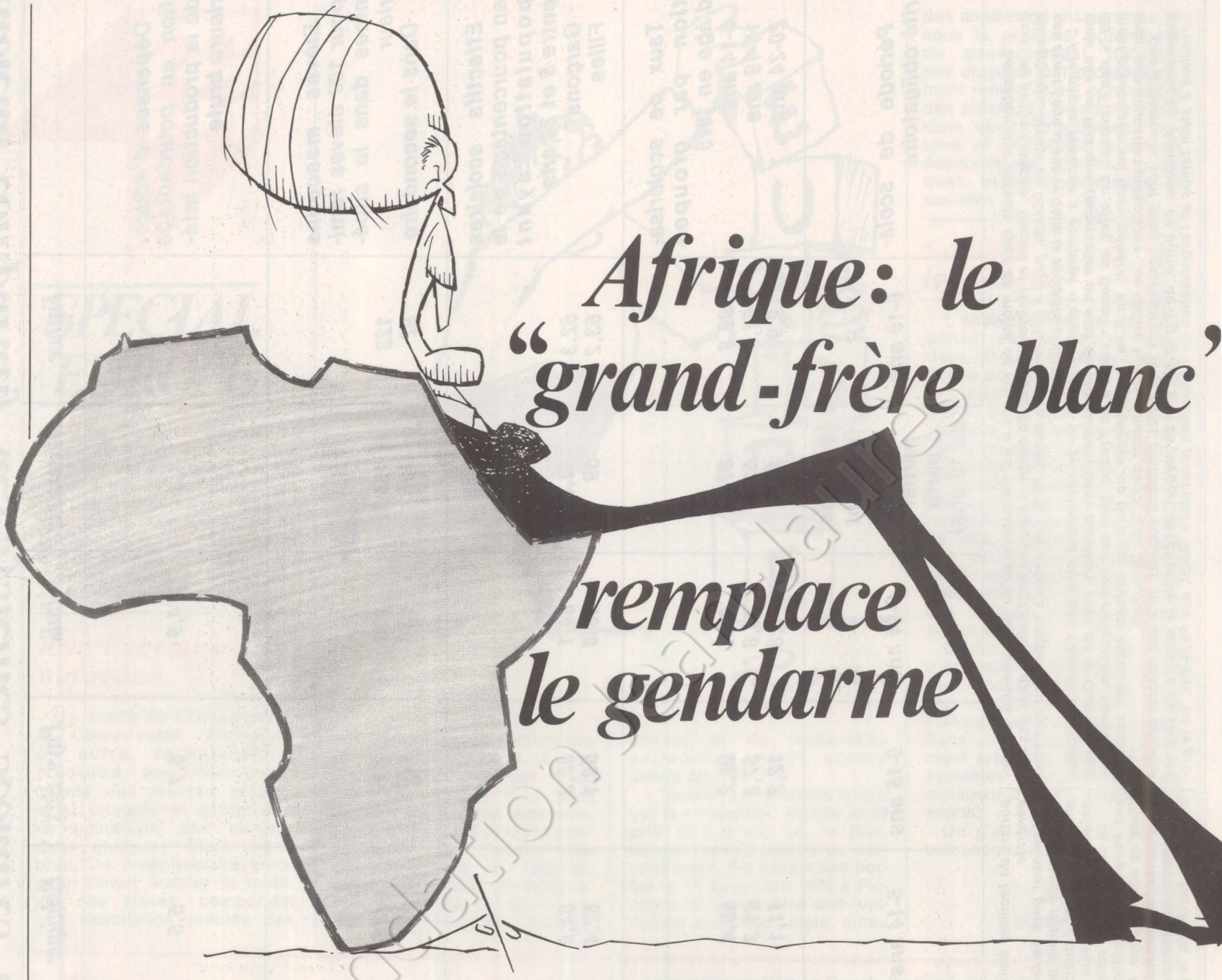
Ces différences sont dues apparemment plus à des traditions sociales qu'à une théorie pédagogique précise. Ajoutons, en outre, qu'il n'existe pas de rapport direct entre le nombre de femmes travaillant à plein temps et l'organisation de l'éducation préscolaire. Ainsi, aux Pays-Bas, où la proportion de femmes mariées ayant une activité professionnelle est faible, l'éducation préscolaire est générale.

Les neuf pays de la Communauté ont tous, ces dernières années, prolongé le temps de scolarité. Certains depuis peu. Ainsi, jusqu'en 1971, la scolarité au Danemark ne comportait que sept années, de sept à quatorze ans. Elle a été portée à neuf ans en 1974, et elle concerne à présent les enfants de sept à seize ans.

La scolarité est obligatoire jusqu'à seize ans en France et au Royaume-Uni ; jusqu'à quinze ans aux Pays-Bas, en Irlande et au Luxembourg. Elle s'arrête à quatorze ans en Italie et en Belgique. Dans ce dernier pays, l'enseignement préscolaire est très développé, et dans leur grande majorité les enfants fréquentent, dès trois ans, les « écoles gardiennes ».

L'Allemagne fédérale bat les records de longueur : la scolarité y est obligatoire de six à dix-huit ans, avec, toutefois, la possibilité, à partir de quinze ans, de mener des études à temps partiel.

Fondation Jean-Jaurès



Afrique: le "grand-frère blanc" remplace le gendarme

UNE nouvelle fois, le président de la République est en Afrique. Après une visite officielle au Rwanda, un safari, Valéry Giscard d'Estaing a participé à la réunion annuelle de la conférence franco-africaine. Car le gouvernement français, parodiant le slogan publicitaire d'une banque nationalisée, déclare à longueur d'année : « L'Afrique m'intéresse. » Tout en faisant scrupuleusement silence sur les bavures, même lorsqu'elles sont aussi énormes que celles commises par Bokassa... Car ce n'est pas d'hier que « papa Bok » massacre. Un récent communiqué du P.S. rappelait que « l'Empire centrafricain est depuis quelques mois le théâtre d'une répression sanglante : 300 morts à Bangui en janvier, près de 400 lycéens en avril. Dès le mois de mars, par des articles publiés dans « l'Unité » et des questions écrites posées par ses députés au ministre de la Coopération, le P.S. avait alerté l'opinion ».

La subite liberté de ton des grands moyens d'information, la démission de l'ambassadeur centrafricain et l'écho qu'elle a reçu, les efforts faits par le président à Kigali pour éviter l'empereur peuvent laisser penser qu'aujourd'hui Bokassa est devenu gênant. Le long silence de Giscard s'expliquant par sa stratégie africaine.

MAI 1978, souvenez-vous : c'était l'intervention française à Kolwezi, les troupes françaises dernier rempart du régime de Malloum au Tchad, en Mauritanie les Jaguar français bombardant les colonnes du Front Polisario. On se croyait, presque un siècle en arrière, au plus beau temps de la politique de la canonnière ; de toutes parts sollicités, paras et légionnaires suffisaient à peine à la tâche. C'était le point extrême d'une tactique de la tension : en laissant pourrir les situations, ou en exacerbant les conflits, notamment par son aide à l'Afrique du Sud, en agitant l'épouvantail de l'infiltration communiste, après l'Angola et l'Ethiopie, la France se présentait en gendarme occidental, protecteur de l'Afrique pacifique et modérée ; ruinés par la guerre ou par une mauvaise gestion savamment encouragée, des Etats en faillite — Mauritanie ou Zaïre — étaient mûrs pour la reconquête économique.

Mai 1979 : Maurice Couve de Murville a quelques raisons de déclarer à l'Assemblée que le tableau a bien changé. 1978, déjà, a vu Valéry Giscard d'Estaing en Guinée, vingt ans après ; en mars de cette année la France laissait les Africains siéger seuls à Kano pour tenter de trouver une solution au problème tchadien et annonçait le retrait immédiat de ses troupes, contre le désir de Goukouni Oueddei lui-même. Et voici que le gouvernement vient de décider la remise des dettes pour certains des pays africains les plus pauvres, propose un « trialogue » entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. Nouvelle politique, ou tactique moins provocante, au service d'objectifs inchangés ?

Replaçons d'abord dans leur contexte ces signes apparents de changement. Ils ont été imposés par les circonstances ou n'ont, en fait, qu'une portée limitée. Sékou Touré n'est plus le héraut de l'anticolonialisme et du panafricanisme militants, mais un chef d'Etat aux prises avec de très graves problèmes intérieurs et une situation économique difficile. Il n'effraie plus Houphouët-Boigny. La réserve de la France au Tchad n'est qu'élémentaire prudence, dans une situation confuse où toutes les cartes ont été tour à tour jouées. L'annulation de la tournée des Springboks ne s'explique que par l'approche des Jeux olympiques de Moscou. Et, Etats-Unis mis à part, la France est le dernier des pays riches à remettre les dettes des plus défavorisés ; on ne pouvait faire moins à la veille de la Cnuced et de la rencontre franco-africaine de Kigali. La politique française ne fait que suivre l'événement, et la



Le président Mobutu



Valéry Giscard d'Estaing avec Mme Houphouët - Boigny



l'empereur Bokassa Ier



le président Sékou Touré

droite au pouvoir n'a nullement rejeté ses anciens errements. Aussi aveuglément, hors de tout réalisme, elle continue de financer l'« empereur Bokassa » ; seule des pays occidentaux, la France entretient encore une ambassade dans ce grand camp de concentration qu'est la Guinée équatoriale de Macias ; elle a porté en janvier de 15 à 35 millions de dollars sa contribution au plan de redressement zaïrois quand un groupe d'experts américains recommandait à la Maison-Blanche d'abandonner Mobutu sous peine de se retrouver un jour avec, sur les bras, un nouvel Iran.

L'« acrobatie » de Kolwezi

Dans ses formes mêmes, la politique française en Afrique reste donc ambiguë ; s'il existe une volonté de changement formel, elle se heurte à de vieilles inerties. Mais mieux vaut en politique prendre au sérieux ces signes d'aggiornamento et tenter de les expliquer.

Certes, le nouveau style a été largement imposé par les circonstances, mais il résulte aussi d'une analyse globale de la situation africaine et des capacités de la France. Constat matériel d'abord : le caractère « acrobatique » de l'opération Kolwezi a montré que la France n'avait pas les moyens de sa politique. Constats politiques ensuite.

L'interventionnisme français n'était possible qu'avec la connivence ou la bienveillance des Etats-Unis ; or, à l'évidence, ceux-ci ont de la situation africaine une vision moins dramatique. A la réflexion, l'épouvantail communiste n'est point si efficace : toujours présents sur le continent, certes, les Soviétiques ont aujourd'hui en Asie des soucis plus pressants, et les Etats africains savent d'expérience que l'U.r.s.s. joue chez eux le plus souvent un jeu très légaliste d'appui aux gouvernements en place. Au fond, ceux-ci ne se méfieraient-ils pas plus de puissances locales, Nigeria, Libye, Maroc ou Algérie par exemple, que d'interventions des « Grands » mondiaux, plus faciles à neutraliser, tant par le jeu de l'équilibre entre blocs que par leur faible écho dans la masse de la population ? Paradoxalement, selon cette analyse, la conscience de son unité profonde entretiendrait en Afrique division et méfiance. La France n'aurait-elle pas trop joué à la politique d'Obélix : on cogne d'abord et on discute après ?

Quoi qu'il en soit, une plus grande soupless n'est en rien signe de désintérêt. Le ministre des Affaires étrangères était fort clair à l'Assemblée le 3 mai : « Il n'y a sans doute pas de région du monde où les intérêts et les sentiments de la France soient aussi profondément engagés qu'en Afrique. » Il entre dans cette politique une part de sensibilité chauvine, pour ne pas dire de nostalgie impériale. Qu'on le veuille ou non, Giscard reste attaché à l'Afrique, fût-elle celle des safaris et de ses anciens livres d'images. Les pays africains, surtout francophones, ne sont toujours pas des pays étrangers comme les autres, et les rapports entre anciens colonisateurs et colonisés restent de type particulier. Sentiment au service d'intérêts bien précis. L'Afrique reste, croit-on, l'espace où la France peut manifester sa dimension internationale, et qui lui vaut d'être une grande puissance. Elle est toujours considérée comme une réserve cruciale et proche de matières premières, notamment d'uranium. Elle est, malgré son sous-développement, un élément non négligeable dans la balance commerciale, les échanges avec elle étant très régulièrement bénéficiaires : elle est toujours pour les firmes françaises une source de profits « juteux ». Il n'est donc nullement question de retrait : les nouvelles propositions de Giscard d'Estaing pour un dia-

Jean Jaurès

logue privilégié entre Europe, Afrique et pays arabes annoncent au contraire une nouvelle relance.

Les points d'appui privilégiés n'ont point changé davantage, et le gouvernement français garde du continent africain une vue très clairement polarisée. Au centre de ses préoccupations avouées demeure le « noyau dur » des anciennes colonies. Les « retrouvailles » avec la Guinée n'illustrent-elles pas ce vieux principe selon lequel le colonisé retourne toujours tôt ou tard vers son colonisateur ? Il est vrai que les scandales de la colonisation n'ont pas tué une certaine connivence entre les deux partenaires d'un échange inégal : la langue, la civilisation du colonisateur ont laissé des marques qu'on ne doit pas sous-estimer ; il arrive que les luttes elles-mêmes rapprochent. Les Tchadiens du Nord demanderaient aujourd'hui le retour d'anciens administrateurs militaires français... Mais le « noyau colonial » s'élargit aux dimensions de la francophonie : le Zaïre, qu'on soutient à bout de bras, est devenu une pièce essentielle, et l'on n'oublie pas le Burundi, l'île Maurice ou les Seychelles. Les liens, toutefois, n'y sont pas tissés d'une trame aussi serrée et reposent plus sur des rapports de gouvernement à gouvernement que sur des relations constantes au niveau des firmes, voire des personnes. Cela explique largement, à notre sens, le soutien obstiné apporté à Mobutu.

On parle évidemment moins du deuxième domaine clef que constitue l'Afrique blanche raciste : un rideau de fumée risque même de s'épaissir si nous n'y prenons pas garde. Mais la frontière fermée aux Springboks ne l'est pas aux hommes d'affaires, et Jacques Soustelle, qui accompagnait en Rhodésie une mission d'investisseurs français, était aussi, au Mexique, de la suite de Giscard d'Estaing. Pretoria peut bien menacer de reconsidérer ses relations avec la France ; il est peu probable que la menace soit prise très au sérieux. Elle obligera peut-être à quelques concessions commerciales, mais elle « dédouane » aussi à peu de frais.

Pas un mot sur l'Afrique du Sud

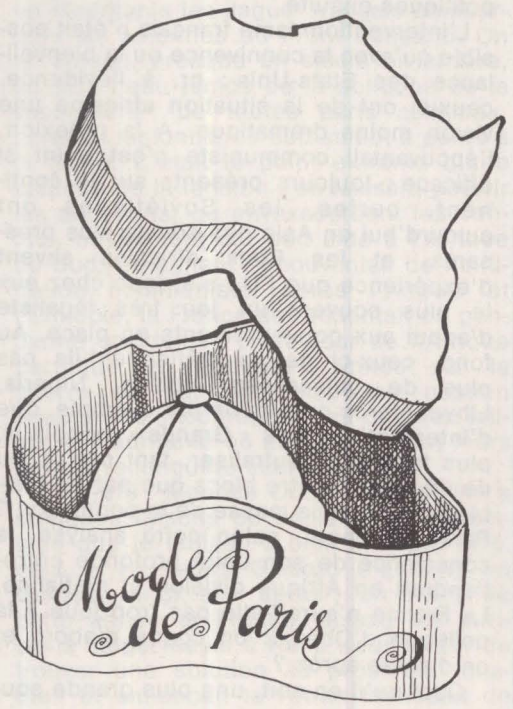
Ailleurs, la politique française conserve ses contours flous : hors d'un essai de pénétration dans les petites enclaves non francophones de l'Afrique occidentale, elle tend à se concentrer sur quelques pays majeurs par leurs dimensions, leur poids démographique, leurs potentialités, leur position stratégique, comme le Nigeria ou le Soudan. La France continue de bouder les pays de la « ligne de front », adversaires résolus de l'Afrique du Sud et régimes d'orientation socialiste. A l'Assemblée, Jean François-Poncet s'est gardé d'évoquer toute l'Afrique au sud du Zaïre : elle est autant, sinon plus que jamais le théâtre des relations et des interventions discrètes parce que inavouables. Un terrain inchangé donc, pour une autre tactique.

Peut-on préciser celle-ci ? Elle ne sera certes pas nouveauté radicale. Elle jouera toujours des habitudes, du poids des facteurs culturels, technologiques et linguistiques, du réseau des relations et des clientèles. Mais elle peut les mettre en jeu autrement. Revenons au récent discours, fort éclairant, du ministre des Affaires étrangères. Pour lui, à la bipolarisation autour des Etats-Unis et de l'U.r.s.s. tend à succéder une multipolarisation qui comporte d'autres risques. « Le développement des ambitions régionales, l'affirmation des nationalismes et des particularismes ethniques et religieux, la remise en cause des frontières héritées de la colonisation annoncent une ère de turbulences. » Une agitation qui menacerait en premier lieu l'Afrique et le Moyen-Orient et que seules une concertation, une liaison plus étroite entre ces régions et l'Europe pourraient contrecarrer.



Paras français assistant à la messe, au Tchad.

Dans cette optique, l'insécurité en Afrique ne viendrait plus tant des grandes puissances extérieures que des tensions internes, des expansionnismes locaux, voire des forces tribales ; mais pas un mot n'est dit de la menace globale que représente l'Afrique du Sud ! L'Afrique devrait être défendue contre elle-même, et défendue d'abord par la France, meilleure représentante de l'Europe en Afrique. La situation tchadienne pourrait être invoquée à l'appui de cette analyse. Voici que les Tchadiens s'inquiéteraient déjà des visées non seulement libyennes mais nigérianes ; voici que déjà ils reprochent à la France de retirer ses troupes, et



l'annonce d'un repli précipité serait la meilleure façon de demeurer ! A se donner un nouveau visage, à cesser d'être le gendarme pour être le « grand frère blanc », la France, tout compte fait, consoliderait son leadership, disons sa domination.

Les barbouzes remplacent les paras

A la politique de la canonnière peut succéder celle des coups fourrés ; sortent les paras, reviennent les barbouzes. Que de moyens d'exciter discrètement les conflits internationaux ou internes, d'attiser les rivalités pour mieux justifier sa présence ! La politique française s'exposera moins sans doute aux indignations immédiates, comme lors du raid de Kolwezi, ou au plus grand moment du commerce des armes avec l'Afrique du Sud. Elle nous demandera une attention plus exercée.

Car rien ne nous incite à croire à un changement sur le fond. Nous pensons que de bonnes paroles ne font que mieux masquer une vision cynique des réalités africaines, un mépris des forces politiques vivantes sur ce continent, une vision passéiste d'un monde jeune, qui changera vite. D'un vrai changement de politique nous attendrons des preuves. Il nous faudrait voir le gouvernement français cesser d'encourager les investissements de nos firmes en Afrique du Sud. Il faudrait que les entreprises nationalisées françaises cessent de violer les résolutions de l'Onu sur le Zimbabwe et la Namibie. Il faudrait voir le gouvernement de Giscard aider réellement les mouvements de libération de l'Afrique australe, entamer un dialogue avec le Mozambique, l'Angola, la Tanzanie. Il faudrait voir mettre en liquidation les régimes Bokassa et Mobutu, voir cesser les manœuvres de division au Tchad ou en Mauritanie. Il faudrait que la France cesse d'être l'un des pays les plus fermés aux produits manufacturés des Etats africains. Alors, nous pourrions croire. Mais ne nous leurrons pas : nous pouvons attendre bien longtemps si nous ne luttons pas pour que cela change.

JACQUES DELEPINE

Casseurs : les innocents toujours en prison

Le 17 mai, François Mitterrand a protesté contre les peines infligées aux manifestants du 23 mars, demandant que « toutes les mesures soient prises pour la libération immédiate des condamnés ». Des appels en faveur de ces innocents jetés en prison pour de longs mois se multiplient mais la justice de Peyrefitte n'en a cure et le 1er juin une autre fournée de manifestants doit comparaître devant la Cour d'appel.

Parmi eux, Philippe Duval, 20 ans, étudiant en Sciences économiques, dont le seul tort a été de sortir du cinéma au moment où passait la manifestation, est accusé d'avoir, contre toute vraisemblance, lancé un cocktail Molotov sur une banque. De tous les manifestants — boucs émissaires, c'est lui qui a été le plus lourdement condamné : trois ans de prison, dont 21 mois fermes.

La mère de Philippe, Irène Savignon, militante socialiste à Maisons-Laffitte, ancienne candidate du P.s. aux élections législatives de 1967, a écrit le 29 avril au président de la République pour protester de l'innocence de son fils : cette lettre n'a pas encore reçu de réponse.

Le départ de Gonzalez

Le XXVIIIe congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol s'est terminé par une surprise de taille et dont les conséquences ne sont pas minces, puisque la première formation de la gauche espagnole se trouve soudain sans direction. On savait depuis quelque temps déjà que Felipe Gonzalez et l'appareil central du parti étaient l'objet d'une vive contestation à la base, que les résultats quelque peu décevants des récentes élections législatives n'avaient fait que renforcer. Beaucoup de militants — notamment parmi ceux, nettement majoritaires, entrés au parti depuis moins de deux ans — reprochaient à la direction une trop grande « souplesse » à l'égard du gouvernement centriste d'Adolfo Suarez et, pour certains, une sympathie trop marquée à l'égard de la social-démocratie allemande.

La querelle sur le point de savoir si le P.s.o.e. devait continuer à se définir comme un parti marxiste a donc fourni au courant radical conduit par Francisco Bustelo l'occasion d'une offensive en règle dont Felipe Gonzalez et ses amis avaient sous-estimé la portée. Comptant sur sa popularité parmi les militants — qui s'est d'ailleurs vérifiée tout au long du congrès —, le secrétaire général a non seulement refusé jusqu'au bout toute concession sur la référence marxiste, mais encore il s'en est pris à ses adversaires en termes si vifs qu'il les a, en fait, regroupés contre lui.

Ceux-ci ne s'attendaient nullement à se trouver majoritaires, et la démission de Felipe Gonzalez — saluée par les délégués comme une leçon de démocratie — les a pris au dépourvu. Aucun d'entre eux, ni Bustelo ni Tierno Galvan, qui n'auraient d'ailleurs probablement pas été élus par le congrès, n'a voulu se porter candidat à la succession. Une commission provisoire va donc administrer le parti pendant quelques mois. C'est seulement au terme de ce délai que l'on saura comment les socialistes auront tranché leur dilemme actuel : garder à leur tête un chef charismatique ou s'engager résolument dans la voie d'un socialisme sans compromis.

Du nouveau au Larzac ?

« Depuis huit ans, c'est la première fois que le gouvernement fait un pas en avant », dit-on sur le Larzac. En effet, le 15 mai, après une entrevue entre les représentants des paysans, ceux des syndicats agricoles et Paul Masson, chef de cabinet du ministre de la Défense, la procédure juridique d'expulsion a été suspendue pour deux mois.

Pendant ces deux mois, des commissions se réuniront « par quartier » sur le plateau. Les paysans pourront enfin discuter avec des autorités responsables. Paul Masson leur a en effet affirmé qu'il avait « les pleins pouvoirs de la plus haute autorité ». Les agriculteurs ont exigé qu'un représentant non paysan de leur commune ou du Comité de liaison Larzac assiste à ces différentes commissions et à la commission générale finale. Une exigence qui contredit les bruits laissant croire à une division entre les « 103 » et ceux qui les ont soutenus.

Que peut-il sortir de cette négociation ? La balle est toujours dans le camp gouvernemental, puisque, fidèles à leur serment et à l'esprit de leur lutte, les paysans sont toujours décidés à ce qu'aucun d'entre eux ne quitte ses terres contre sa volonté.

Le subit désir du gouvernement de négocier ne paraît pas étranger, en tout cas, à l'action menée ces dernières semaines par les paysans et les défenseurs du Larzac contre la procédure d'expropriation : le juge chargé d'estimer les terres n'a pu, malgré une escorte imposante de gardes mobiles, s'y rendre. A cause des manifestations dont certaines ont dégénéré en échauffourées.

A noter aussi la proximité des élections européennes : la liste Veil-Barre a tout intérêt à ne pas se mettre à dos les organisations agricoles. Dans deux mois, il sera toujours temps pour le gouvernement de faire un pas en arrière. Ce serait compter sans la détermination pourtant bien connue de ceux du Larzac.

Prison olympique

C'est à Lake Placid, petite ville de l'Etat de New York, que doivent se dérouler les Jeux olympiques d'hiver de 1980. Pour justifier la dépense de construction du village olympique qui recevra 1 800 athlètes, le gouvernement américain a décidé de le convertir — après les Jeux — en prison. D'ailleurs, les athlètes qui logeront dans les petites cellules sans fenêtre du village seront ceux des pays « démunis ». Pour les skieurs américains ont été réservés des quartiers moins sinistres.

A noter que la future prison sera peuplée par environ 60 à 75 % de jeunes Noirs ou Portoricains victimes de la répression raciale à New-York. Le grand cirque blanc...

changer la vie politique

Fête des Mères

En Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, au Danemark et en France, on les fête en mai. En Grande-Bretagne et en Irlande, en mars. Toute l'Europe les fête, c'est une tradition. Plutôt récente, d'ailleurs. La France a donné le ton sous Vichy ; les autres pays ont suivi — sauf la Grande-Bretagne, qui n'a pas l'habitude de s'aligner sur le continent et y avait déjà pensé toute seule. Bref, l'Europe fête ses mères depuis quelque quarante ans pour leur faire oublier, le temps d'une journée, qu'elles ne sont pas à la fête les trois cent soixante-quatre suivantes.

Ça ne fait rien : j'aime les fêtes. Des mères, des pères, des enfants, des amis, des villages, des nations. A celle des mères, les enfants, petits, passent beaucoup de temps. Leur cadeau va bien au-delà du dessin informe ou de la poterie criarde qu'ils vous remettent, fiers et inquiets en même temps ; pour une fois, inversant les rôles, c'est eux qui donnent. Devenus grands, ils n'inventent plus, ils achètent. La fête devient celle des marchands : on la consomme, donc, en famille. C'est un rite, et les enfants aiment les rites. Je voudrais supprimer la fête des mères du calendrier familial par mépris du consumérisme ou remords de féministe en rupture de rôle que je ne le pourrais pas : elle ne m'appartiens plus. J'en concède donc bien volontiers l'usage et l'abusage aux enfants des hommes.

VERONIQUE NEIERTZ
secrétaire nationale
aux Luttes des femmes

La Fête de l'Europe socialiste

Rappelons que c'est ce vendredi 25 mai que se déroule, à l'Empire, puis dans les jardins du Trocadéro, la grande fête du Printemps de l'Europe socialiste.

EMPIRE
14 h 30
Conférence de presse internationale avec la participation des leaders socialistes européens.
A/ A l'Empire :
pour les journalistes et les délégations officielles.
B/ A la Salle Wagram :
retransmission télévisée directe en langues allemande et anglaise.

JARDINS DU TROCADERO
21 h
Entrée place de Varsovie.
Grande célébration du Printemps de l'Europe socialiste.
— la « Symphonie fantastique », de Berlioz, par le London Symphonic Orchestra.
— chorales internationales interprétant des chants révolutionnaires.
— Allocutions de Willy Brandt et de François Mitterrand.
— Fête de la lumière, projections, lasers, feux d'artifice...

**** En raison de l'affluence prévue, il est demandé aux journalistes et aux militants de se présenter dès 20 heures munis de leur carte d'invitation. Au-delà de 20 h 30, l'organisation ne garantit plus aucune place assise.***

changer la vie sociale

Aurillac : enfin un peu de miel pour les « Abeils »

Jean Abeil, P.-d.g., après son père, avait pris l'habitude de n'en faire qu'à sa tête avec ses cent salariés. Le 28 mai, pour la première fois de sa vie, il a été obligé non seulement d'écouter les travailleurs, mais de satisfaire une bonne partie de leurs revendications. Trois semaines de grève pour en arriver là. « Tout n'est pas gagné, constate un délégué C.f.d.t. Mais cela nous apporte la preuve que la citadelle patronale n'est pas invincible. »

Abeil : une entreprise familiale à Aurillac (Cantal) qui se porte bien. Après avoir, pendant près d'un siècle, cardé la laine et fait des couvertures, elle fabrique aujourd'hui des duvets, des oreillers et des couettes et réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, notamment en Allemagne.

Pour les cent salariés (dont une soixantaine de femmes), Abeil a une autre particularité : c'est l'une des rares entreprises où il existe un système de rendement négatif. Autrement dit, si une ouvrière, pendant trois semaines, arrive à tenir des cadences élevées et que la quatrième semaine elle n'y arrive pas — si sa machine casse, par exemple — on lui déduit des primes qu'elle a gagnées les trois semaines précédentes. Moyennant quoi des ouvrières avec une productivité énorme arrivent, dans le meilleur des cas, à 12,40 F de l'heure. « Qu'elles aient quinze ou trente ans d'ancienneté n'y change rien », dénonce Maurice Bonnevialle, permanent interprofessionnel C.f.d.t. pour l'Auvergne.

« De plus, constate Marc de Gualy, de la Fédération socialiste du Cantal, il n'existe dans cette entreprise aucune grille de salaire ni de qualification. Tout se passe à la tête du client. »

Dans cette usine, tout est prétexte à créer des différences entre les salariés. Ceux que la direction a « à la bonne » se voient accorder le droit de faire quarante-cinq heures par semaine. Le délégué syndical C.f.d.t., lui, a été puni. En le ramenant à quarante heures, la direction lui a fait perdre 20 % de son salaire. « Et quand on ne touche plus que 1 640 F net avec une femme et deux gosses, 20 % en plus, ça compte ! ». Au passage, bien entendu, on ne lui a pas réduit sa charge de travail.

Jean Abeil, à la tête de cette entreprise depuis trente-six ans, était un patron heureux. « Quand on était obligé de s'arrêter à cause d'une grève E.d.f., on venait récupérer le samedi », se rappelle un ouvrier.

Le 7 mai dernier, tout a basculé. La section C.f.d.t. a proposé aux salariés deux heures de débrayage durant lesquelles presque tout le monde est sorti. Pendant ce temps, on a parlé. Les femmes ont raconté comment elles n'en pouvaient plus des cadences, du bruit, de la chaleur, de la peur de l'incendie. Les hommes ont rappelé qu'eux n'avaient même pas la possibilité d'échapper au Smic avec le rendement.

Depuis des mois déjà la C.f.d.t. demandait à la direction un treizième mois, une grille de salaire, l'annulation du « bonus négatif ». Rien à faire. Alors, dans la foulée, la grève a été votée par tous à l'exception de sept ou huit salariés « Même les gros salaires — 3 000 F par mois — de la boîte marchent avec nous », raconte un gréviste.

Au début, le P.-d.g. n'a pas caché qu'il comptait sur l'effritement. Ce sont les ouvriers qui supportent la crise économique, a-t-il expliqué en substance, aux délégués en ponctuant ses belles déclarations de « c'est comme ça » fatalistes.

Oui, mais voilà : la fatalité, les salariés d'Abeil en ont soupé. Et si le directeur comptait sur les fins de mois difficiles pour faire rentrer les ouvriers au travail, il a fait un mauvais calcul. Dès le début les socialistes du Cantal ont apporté leur soutien en versant 3 000 F aux « Abeils ». La municipalité d'Aurillac, à direction socialiste, n'a, elle aussi, pas ménagé son aide aux grévistes, aussi bien par le soutien matériel qu'en intervenant auprès de la préfecture pour débloquer le conflit. Des agriculteurs socialistes ont décidé d'approvisionner les familles des grévistes en leur cédant lait et fromages à prix coûtant. « C'est simple, dit Bonnevialle, depuis dix jours que la C.f.d.t. a ouvert le compte de soutien aux « Abeils », nous avons ramassé 15 000 F. »

Une solidarité qui a payé. Lundi dernier, le P.-d.g. a craqué. Cette fois, c'est définitif : le bonus négatif est supprimé. Les salariés toucheront le treizième mois, par palier, jusqu'en 1981 où il leur sera versé en entier. Enfin, une nouvelle grille de salaire a été adoptée. « Elle n'apporte pas d'augmentation salariale, dit un délégué, mais elle va nous permettre de nous battre pour la valeur du point. »

Quand Bidermann joue les nervis

Bidermann, patron de choc, on le savait déjà. Mais il nous avait habitués à une certaine manière de faire ses coups en douce, avec l'air de ne pas y toucher. Dans son usine Bidermann-Mas de Bort-les-Orgues (Corrèze), le superman du complet-trois-pièces n'a pas hésité à se transformer en Monsieur Muscle.

Depuis le 20 mars, cette unité de production, qui emploie cinq cents personnes — dont 90% de femmes —, est en grève. Très pacifiquement, un piquet de grève s'était mis en place. Comme chaque jour, les femmes du piquet sont installées à l'intérieur de l'usine, bien tranquillement sur des chaises. Il est 18 heures : le patron en personne se pointe. Il demande aux grévistes de le laisser passer : il veut récupérer un stock de pantalons déjà coupés pour les emporter dans sa deuxième usine de Corrèze à Chamberet. Très poliment, les grévistes lui répondent qu'il n'en est pas question. Bidermann s'énerve. Et envoie promener, manu militari, femmes et piquet de grève. Les chaises valdinguent. « Il s'est comporté comme une brute, dit une ouvrière. Et, quand on le lui a fait remarquer, il a répondu que c'était vrai et que, si c'était à refaire, il le referait. »

Cette brutalité a eu un mérite : renforcer, si c'est nécessaire, la combativité des grévistes. Depuis deux ans que Bidermann a repris Mas, les ouvrières n'en reviennent pas de ce qu'elles ont dû subir. Du petit chef qui empêche deux ouvrières d'aller aux W.-c. en même temps jusqu'à l'agent de méthode qui tape sur les doigts d'une fille quand elle ne fait pas les gestes dans l'ordre où l'on veut qu'elle les fasse, en passant par les insultes misogynes de la maîtrise, on ne leur a rien épargné. Sans compter les diminutions successives de salaire que Bidermann leur a imposées. Chez Mas, elles étaient à plus de 15% au-dessus du tarif de la convention collective. Aujourd'hui, elles sont au minimum.

Quand, en avril, la direction a voulu changer le système de chronométrage, en multipliant parfois par deux le nombre de pièces à faire en une heure, la coupe a débordé. Scandalisé, un ouvrier du service du tracé a eu le tort de s'indigner tout haut et d'accuser Bidermann d'être un voleur qui voulait tuer les filles à la tâche. Dénoncé par la maîtrise, il était, dans les deux heures, mis à pied pour une durée illimitée, et sa procédure de licenciement était engagée.

La direction, habituée à un long passé de « calme social », pensait que cela passerait, une fois de plus, sans problème. Grave erreur. Aussitôt, la grève était votée à une écrasante majorité. Alertés, Jacques Calmon, premier secrétaire fédéral du P.S. pour la Corrèze, Bernard Prado, secrétaire aux Entreprises, et la section socialiste de Bort-les-Orgues, affirmaient tout de suite leur solidarité avec les grévistes — lesquels ont constaté que quelque chose avait changé. « Avant, raconte, Calmon, les trois quarts des ouvrières ne prenaient même

---

Le secrétarait à la Formation du Parti socialiste vient de rendre publique la liste de ses stages d'été :

* Du 2 au 7 juillet, à Sommières (Gard) : la communication politique.
* Du 9 au 14 juillet, à Aurillac (Cantal) : le projet socialiste, quelques grands thèmes.
* Du 20 au 25 août, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) : être socialiste aujourd'hui (stage de base).
* Du 27 août au 1er septembre à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) : approche socialiste de l'économie moderne.
* Du 27 août au 1er septembre, à Hostens (Gironde) : être socialiste aujourd'hui (stage de base).
* Du 3 au 8 septembre, à Abondance (Haute-Savoie) : à la recherche d'un nouvel internationalisme.

Les inscriptions sont à demander à Paulette Nevoux, secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

L'Europe des travailleurs s'organise

Fait important dans la vie syndicale européenne : le durcissement de la C.e.s. (Confédération européenne des syndicats, représentant trente et une centrales syndicales de dix-huit pays et 40 millions de travailleurs) dont le 3e Congrès s'est tenu la semaine passée à Munich.

Au même moment, le Conseil des ministres de la C.e.e. s'était réuni, sous la présidence de Robert Boulin. Ordre du jour : l'aménagement du temps de travail. Réaction du congrès de la C.e.s. : une condamnation nette et sans précédent : « Le congrès attendait du Conseil des ministres une attitude positive, ouvrant la voie à une négociation sérieuse sur la réduction du temps de travail... Les conclusions du Conseil des ministres sont en fait les positions du patronat européen... Le congrès charge le comité exécutif de la C.e.s. d'organiser l'action des travailleurs en Europe pour contraindre le Conseil des ministres à modifier sa position. »

La résolution générale adoptée à l'issue de ces assises montre clairement que la C.e.s. s'engage dans une voie nouvelle. Non que l'action européenne sur le terrain, dont on connaît les difficultés, soit pour demain. Mais les orientations dégagent clairement la volonté d'agir plus efficacement, la recherche de voies pour l'action directe et une volonté d'ouverture. Pour Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.f.d.t. et responsable des relations internationales, « la crise a rendu plus communes les situations. Aujourd'hui, il n'y a plus, dans la C.e.s., de divergences sur l'analyse de la crise ni sur la nécessité de trouver des solutions nouvelles ».

Analyse confirmée par les textes. La réduction du temps de travail est l'objectif n° 1 : « La C.e.s. va chercher à utiliser un moyen pour atteindre, dans un futur proche, une réduction de 10 % du temps de travail, sans perte de salaire : par une réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures, par un allongement des vacances annuelles à six semaines, par l'octroi de la pension complète à soixante ans. » La C.e.s. récuse également les moyens utilisés pour combattre l'inflation à partir d'une « restriction généralisée de l'évolution des salaires ». Elle veut également « faire introduire des règles internationales de conduite applicables aux sociétés multinationales ». Elle agira « pour la suppression des formes d'organisation du travail qui abaissent les hommes et les femmes au niveau de simples exécutants » et s'opposera à « toute remise en cause du droit à l'emploi des femmes ».

Vaste programme, dira-t-on. Mais comment obtenir au niveau européen ce qu'il est déjà difficile d'obtenir dans chaque pays ? Ce sera le thème du prochain comité exécutif qui se réunit le 20 juin : quelles formes d'action adopter ? « On ne peut évidemment pas espérer, estime Chérèque, qu'en deux coups de cuillère à pot, des décisions comme des journées d'action seront prises. » En gros, il faudra attendre l'automne pour que la machine se mette vraiment en route. Mais les choses progressent. La C.e.s. va, lit-on dans la résolution finale, « organiser et coordonner des actions de pression et de lutte, y compris des mouvements de grève, pour infléchir les politiques des gouvernements et des employeurs, tant au niveau national qu'européen ».

Une orientation confirmée par le nouveau président, Wim Kok (Pays-Bas), qui remplace Oscar Vetter à la tête de cette organisation : « Et si nous nous heurtons à un mur d'opposition devant les employeurs et les politiciens ? Alors la mesure sera comble. Et il faudra que nous le fassions voir. Cela suppose une machinerie syndicale européenne bien huilée, qui puisse lancer des actions, organiser des manifestations et mobiliser l'opinion publique, exactement comme les organisations nationales. »

Dire que tous les affiliés de la C.e.s. prennent, en bloc, ce tournant, serait faux. Les syndicats anglais et irlandais ont manifesté, lors du congrès, quelques réticences. Ceux des pays scandinaves ne mettent pas, à l'heure actuelle, la réduction de la durée du travail à l'ordre du jour. Les plus enthousiastes pour cette nouvelle ligne sont les Italiens, les Allemands et les organisations du Benelux. En France, la C.f.d.t. se sent à l'aise mais « pas en pointe ; il s'agit plutôt d'explorer des voies ».

Enfin, classique pomme de discorde : le dilemme entre une ouverture jugée nécessaire (dix-neuf organisations demandent leur affiliation à la C.e.s.) et le choix des nouveaux. La C.g.t. souhaite entrer à la C.e.s. ; F.o. s'y oppose, mais, comme le fait remarquer Edmond Maire, « s'il avait fallu l'accord de F.o., nous ne serions pas nous-mêmes à la C.e.s. ». Le problème est ailleurs.

La C.f.d.t. appuie l'entrée de la C.g.t. : c'est d'ailleurs la seule organisation à l'avoir dit clairement à la tribune de Munich, en insistant sur l'intérêt « d'une ouverture de la C.e.s. aux principales confédérations nationales, et bien sûr, pour la France, nous pensons à la C.g.t. ». Seulement, voilà : la C.g.t. souhaite-t-elle vraiment entrer à la C.e.s. ? Elle se plaint de longue date d'essuyer des refus. Et, en plein congrès de la C.e.s., la voilà partie en guerre. Titre en une de « l'Humanité » du 16 mai : « C.e.s. Courroie européenne de soumission ? » Titre de l'article consacré à la C.e.s. le même jour : « La courroie européenne de transmission » (là, pas de point d'interrogation). Déclaration de Georges Séguy, le 16 mai toujours, s'inquiétant « d'un collectivisme syndical » interdisant « toute avancée nationale » : « Si pour pour être membre de la C.e.s. il faut faire abstraction de son indépendance nationale, il est à craindre que la C.g.t. n'y entre pas de sitôt. » Bref, la C.g.t. se sent exclue d'une organisation à laquelle elle souhaite adhérer, tout en ne le souhaitant pas. Et elle demande son affiliation à une confédération européenne qu'elle taxe de réformiste et de collaboration de classe. Que faire ? Non, ce n'est pas une interrogation léniniste, mais la question que commence à se poser la C.f.d.t. qui attend un « éclaircissement de la part de la C.g.t. ». Encore quelques nuages en perspective au ciel déjà sombre des relations entre les deux confédérations.

pas les tracts qu'on venait leur distribuer à la sortie de l'usine. Maintenant, elles sont acharnées. »

Elles ont toutes une certitude : compte tenu du travail qu'elles abattent, Bidermann doit les payer plus. Quant au chronométrage, il est impossible d'accepter le nouveau système. « Imaginez, explique une déléguée C.g.t., ce n'est plus trente-sept mais soixante-quinze vignettes que les ouvrières doivent maintenant piquer dans les doublures ! » Des cadences impossibles, où ne compte que le temps pendant lequel la machine pique. Le temps de préparation de l'ouvrage, les pannes de la machine, ou leurs aller et retour aux toilettes leur sont décomptés : elles doivent rattraper après... « Tout cela, bien sûr, sous prétexte de nous permettre de toucher de meilleures primes, dit une gréviste. Le seul problème, c'est que personne n'arrive à la cadence qui permettrait d'avoir une prime ! » Résultat : le Smic, et rien de plus.

« Il est évident, analyse Calmon, que Bidermann cherche à augmenter sans cesse sa marge bénéficiaire, quitte à décourager les travailleurs qui ne tiendront pas nerveusement. Ceux-là seront éliminés sans être remplacés. Et ceux qui resteront devront en faire encore davantage pour le même salaire. »



Conscientes de cette réalité, les grévistes ont décidé d'aller jusqu'au bout. Le 18 mai, elles ont remporté leur première victoire. Leur camarade mis à pied un mois plus tôt a été réintégré. Trois jours plus tard, Bidermann annonçait qu'il voulait bien rencontrer une délégation des grévistes.

Le secrétariat national du P.s. aux Luttes des femmes a assuré les grévistes de sa plus complète solidarité.

Méchoui de la victoire à Saint-Denis

Réduction du temps de travail : opération réussie à la Société de production industrielle et chimique de Saint-Denis. Les cinquante immigrés ont gagné. Désormais, ils ne travailleront plus que trente-six heures au lieu de quarante, sans diminution de salaire.

Pour fêter cette victoire, les syndicats et partis de gauche ont été conviés à un grand méchoui organisé le 18 mai au soir.

L'école Decroly doit faire des petits

DECROLY, une école pas comme les autres, face au zoo du bois de Vincennes, à la frontière de Saint-Mandé et du douzième arrondissement de Paris. De vieux bâtiments de pierres grises qui furent beaux en leur temps, entourés de verdure. Derrière l'école, des jeux de plein air sur lesquels les enfants grimpent en s'interpellant.

Dans un bâtiment annexe, Sylvie, Josée, Françoise et d'autres parents d'élèves s'affairent. Ils préparent la prochaine animation autour du livre « Vivre à Decroly » (1). Car, si l'on parle tant de cette école aujourd'hui, si sur les murs du douzième des centaines d'affiches ont été placardées, si des meetings comme celui des 5 et 6 mai derniers ont réuni parents, enseignants et sympathisants, c'est que l'école Decroly était menacée de fermeture au 30 juin, fermeture définitive pour raison de sécurité, disaient les pouvoirs publics.

Les parents ont sauvé l'école

Pourtant, grâce à une lutte menée depuis plus d'un an, mais surtout depuis six mois par l'Association des amis de Decroly, qui regroupe les parents d'élèves et les enseignants, celle école accueillera sans doute le 15 septembre prochain ses trois cent vingt élèves. Jean-Claude Le Bihan, président des parents d'élèves, vient d'apprendre en effet que la Ville de Paris acceptait d'être maître de l'ouvrage pour la remise en état des locaux. Ces travaux, a affirmé François Collet, adjoint au maire de Paris, chargé de l'Education, pourraient commencer dans un bref délai.

Cependant, la Ville de Paris refusant d'allouer la somme nécessaire à la réalisation totale, le financement se ferait de la façon suivante : le conseil général du Val-de-Marne donnerait une subvention de 600 000 F, le ministère de l'Education débloquerait 1 200 000 F, et la Ville de Paris ajouterait 200 000 F.

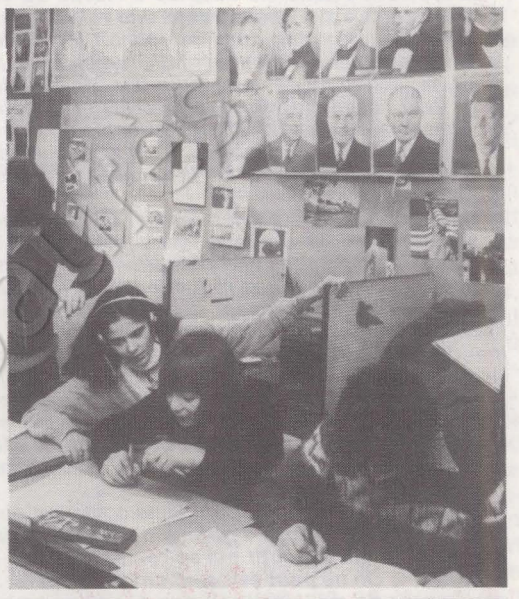
Le directeur des Services académiques, Maurice Claudel, a confirmé, quant à lui, que si les structures financières étaient organisées l'école ne serait pas fermée. Il a ajouté qu'en attendant la remise en état des bâtiments il appuierait les démarches de l'Association des amis de l'école Decroly, afin qu'elle obtienne rapidement des classes préfabriquées, pour assurer la rentrée.

« C'est bien plus qu'un espoir, bien plus qu'une amorce de solution, se réjouissent les parents d'élèves », qui recherchent désormais un nouveau statut administratif pour leur école. Decroly ne sera plus, à partir de la rentrée, rattachée à l'école normale d'instituteurs. Et, selon M. Collet, la mairie de Paris est prête à céder l'école et le terrain, pour un franc symbolique, à n'importe quelle autre collectivité locale — qui pourrait être, pense M. Le Bihan, un syndicat intercommunal.

En outre, le tribunal administratif a ordonné le sursis à exécution de la décision de fermeture. Le tribunal, saisi d'un recours déposé par le Sgen-C.f.d.t. avec l'appui des parents d'élèves de Decroly, a estimé que la décision ministérielle avait été prise sans que tous les conseils et partenaires aient été consultés.

Une fois de plus, les parents d'élèves auront sauvé l'école. Cela faisait longtemps que la menace pesait. En 1963, déjà, le bâtiment du 49, avenue Daumesnil, jugé trop vétuste, ne répondant pas aux normes de sécurité, devait être reconstruit. Les parents s'étaient organisés. Etudes, démarches, promesses se succédèrent. En vain. Mais en janvier dernier, lorsqu'ils apprirent que la fermeture serait définitive, personne — ni la Ville de Paris ni celle de Saint-Mandé — ne voulant prendre en charge les travaux, les parents des petits decrolyens étaient prêts à tout. Même à occuper l'école pendant l'été et à empêcher les bulldozers de tout démolir. Depuis, certains ont consacré plusieurs soirées par semaine pour des affiches à coller, des interventions l'école normale d'instituteurs. Tout en devenant une école publique, Decroly est demeurée, depuis cette date, libre de ses méthodes pédagogiques et de ses programmes.

Ici, pas de cloche qui tinte pour annoncer la fin ou le début des cours... Pas de barrières entre enseignants et élèves. Ici, c'est aussi important de jardiner que de lire ou d'écrire, et le cours d'expression corporelle compte tout autant que celui de mathématiques. Les enfants s'initient à la lecture, à l'écriture, au calcul, selon leurs possibilités, leur propre rythme.





dans la presse à préparer, des démarches à mener, des lettres au recteur ou au président de la République à écrire, des manifestations diverses — comme l'inauguration du square Ovide-Decroly ou des opérations portes ouvertes — à organiser.

L'histoire de l'école qu'ils retracent dans le livre publié au début de l'année explique leur détermination. C'est en effet à l'initiative de parents — socialistes ou anciens résistants —, qui avaient étudié pendant l'Occupation ce que pourrait être une véritable réforme de l'enseignement laïque et démocratique, que l'école française a ouvert ses portes, à la Libération. L'une de ses premières missions fut de promouvoir le plan Langevin-Wallon, premier plan de réforme de l'enseignement, inspiré par les idées pédagogiques du docteur Ovide Decroly, fondateur de l'école de Bruxelles « Par la vie, pour la vie ». C'est en 1948 que l'école fut transformée en école publique et annexée à



Pour Ovide Decroly, l'enfant — au lieu de recevoir passivement une succession de notions prévues — devait participer lui-même à leur élaboration, contribuer à la recherche de documents, à la confection de matériel. Tel a toujours été le grand principe de l'école. Ici donc, pas de maître qui parle pendant que les élèves écoutent, mais une collaboration étroite au cours de laquelle « l'enfant apprend à apprendre, à agir, c'est-à-dire à travailler ».

Pour Sylvie Bellanger, enseignante et mère de Julien, élève de 9e, Decroly ne ressemble en rien à ce qu'elle a connu pendant sa scolarité : les compositions, les sanctions, l'angoisse de mal écrire, mal lire, mal comprendre.

« Je voulais, dit-elle, pour Julien une école où il se sente heureux. Ici, on n'impose pas un programme figé aux enfants. On leur enseigne à exécuter un travail pour eux-mêmes et non pour obtenir une bonne note, voire une récompense. Ce qui compte, ajoute-t-elle, c'est l'effort réalisé, et non le résultat. A Decroly, il n'y a pas une méthode, c'est plutôt une façon de vivre, une façon d'être. »

Autre particularité de l'école : les parents participent à la gestion, animent des ateliers et des classes vertes et, au sein de l'Association, décident avec les enseignants des grandes orientations.

Aujourd'hui, élèves, parents et enseignants — tous avaient refusé leur mutation — sont sur le qui-vive. Ils attendent avec impatience le début des travaux, signe que l'école renaîtra l'an prochain. Ils pensent déjà au quarantième anniversaire de la pédagogie decrolyenne en France et commencent à organiser une exposition qui aura lieu du 3 décembre au 21 février 1979 à l'Institut de recherches pédagogiques.

Ils souhaitent encore que des sections locales Decroly s'ouvrent dans différentes régions de France. Des demandes ont été faites dans les départements de la Nièvre et de la Seine-Maritime. Pour René Morley, l'un des fondateurs de l'école, président du Comité national Decroly, « les municipalités socialistes devraient encourager la création de sections du Comité, qui prendraient ensuite contact avec les enseignants sensibilisés par la pédagogie decrolyenne ».

Créer des sections ou des écoles Decroly ailleurs qu'à Paris, ce serait exaucer le vœu de Vincent Auriol, le seul président de la République (2) qui se soit intéressé à cette pédagogie, ait visité l'école et voulu qu'elle essaime en France.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

(1) Editions Casterman.
(2) Valéry Giscard d'Estaing n'a pas daigné répondre à la seconde lettre ouverte que le Comité lui a adressée.

Sept millions de tonnes de pétrole à la mer, par an

« AMOCO-CADIZ », 16 mars 1978 : 220 000 tonnes de brut à la mer, deux cents kilomètres de côtes bretonnes polluées. Plus jamais ça, avait-on proclamé. Promis, juré, craché. On allait prendre des mesures draconiennes, faire payer les pollueurs et... au cas où (on ne sait jamais) un nouvel accident surviendrait, on allait concocter un super-plan Polmar, efficace celui-là, foi d'animal !

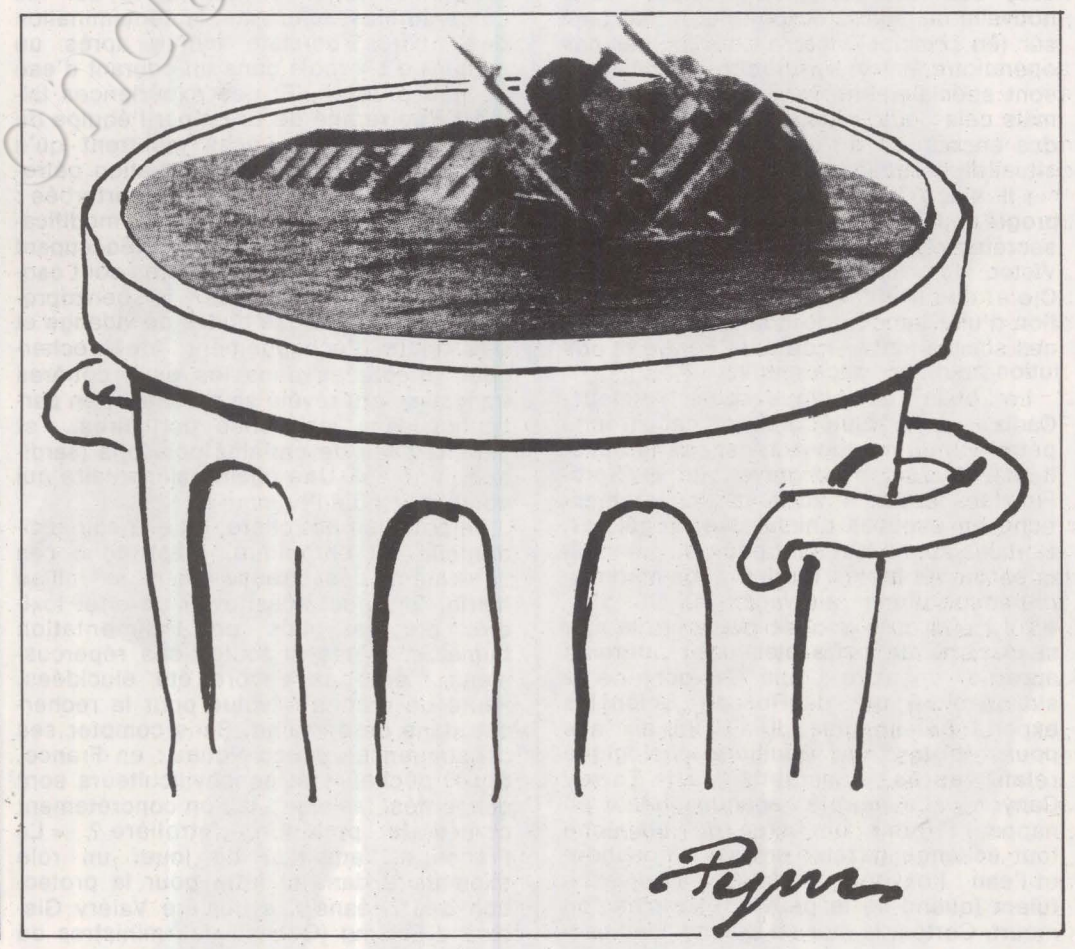
28 avril 1979, le « Gino », pétrolier battant pavillon libérien (encore !), fait naufrage au large d'Ouessant. 41 000 tonnes de « feed black carbu », un hydrocarbure lourd, reposent dans ses cales. « L'absence de pollution visible ne diminue pas les risques énormes pour le milieu marin », affirme Louis Le Pensec, député socialiste du Finistère, qui demande qu'un débat soit organisé au Parlement. S'il en fallait une, la preuve est faite : le gouvernement français n'a toujours pas mis en place de dispositif préventif sérieux. Pas plus qu'il n'existe actuellement de moyens d'intervention efficace de lutte contre une marée noire. La France est, dans ce domaine, la lanterne rouge des pays occidentaux : avec ses 5 240 kilomètres de côtes, elle est pourtant l'un des plus menacés. C'est ce qui apparaît dans un rapport que vient de publier l'Institut français du pétrole, qui a analysé les quatre cents accidents principaux survenus dans le monde depuis 1955. Le littoral ouest-européen arrive en bonne place avec 40 % du nombre d'accidents côtiers... et 76 % de la quantité de pétrole déversée. Décalage dû au fait que l'Europe est ravitaillée par des pétroliers de grande taille : les pétroliers récents — les plus de 200 000 tonnes — ont, certes, moins d'accidents que les autres ; mais cela fait beaucoup plus mal lorsqu'un accident survient... Et chaque jour trois cents navires en moyenne empruntent le pas de Calais, route d'accès à Rotterdam, le premier port du monde (un navire toutes les cinq minutes).

Toujours selon le rapport de l'I.f.p., les déversements en haute mer sont très largement sous-estimés, puisqu'ils passent plus facilement inaperçus que les pollutions côtières.

Au total, affirment les rédacteurs du rapport de l'I.f.p., les déversements accidentels de pétrole se montent à 500 000 tonnes par an, c'est-à-dire 40 % de plus que l'estimation précédente (300 000 tonnes) effectuée en 1973 par l'Académie nationale des Sciences américaine (N.a.s.). Et de faire grand bruit de cette réévaluation. En fait l'Institut français du pétrole a tout simplement « oublié » que les chiffres de la N.a.s. avaient été, eux aussi, réévalués depuis 1973 : les déversements et rejets accidentels se monteraient en effet à... 900 000 tonnes par an (1).

On est loin des 500 000 tonnes de l'I.f.p., organisme dont on peut d'ailleurs mettre en doute l'objectivité puisqu'il émane directement des groupes pétroliers. Et ce n'est de toute façon que la partie apparente de l'iceberg. En réalité, le déversement global de pétrole se monte, selon la N.a.s., à plus de sept millions de tonnes par an. Par pitié, économisons l'énergie !

L'Académie des sciences américaine a fait l'inventaire des diverses sources de pollution pétrolière. C'est le transport maritime qui arrive en tête avec plus de trois millions de tonnes de pétrole déversées. Mais les accidents de pétroliers ne sont pas la source la plus importante de pollution — même s'ils



Pas de parc pour les arrondissements mal pensants...

SAMEDI. Quelque part au fin fond du treizième arrondissement... un parc. Coincé entre périphérique et boulevard extérieur. Toisé par les tours, béton et verre, figures de proue de la rénovation urbaine. Tout de même : ça sent bon l'herbe, les pâquerettes et, dans le soleil, il neige un duvet léger venu des arbres. Le périphérique ronronne — ici, le bruit des moteurs ne couvre pas les chants d'oiseaux. Et il y a une « manif » au parc Kellermann, samedi 19 mai. De la musique, des banderoles et pleins d'enfants. Ils portent des panneaux : « Nous voulons des balançoires et des toboggans », « Pelouse interdite : où pouvons-nous jouer ? », « Des arbres pour grimper »...

Avec les enfants, des militants(es) de la Confédération syndicale du cadre de vie. Une des associations les plus actives du treizième arrondissement (1). Ils réclament depuis des années l'aménagement du parc. Six hectares d'espaces verts, à Paris, cela n'est pas négligeable, surtout dans un arrondissement populaire dont un nombre important d'habitants (personnes âgées, familles ouvrières à revenus modestes, chômeurs) ne partent pas en vacances.

Le parc Kellermann est à l'abandon : seuls « équipements », quelques bancs. Des pelouses galeuses, papiers gras et ordures (il n'y a pas de poubelles), ici un tas de gravats, là une décharge. En contrebas, le stade de foot (qui appartient au ministère de la Jeunesse et des Sports et n'est pas accessible à tout le monde) est en terre battue : pas besoin de gazon dans un arrondissement « prolo »... Périodiquement, le parc est envahi par des motards et utilisé par des nomades. La sécurité y est assurée par deux gardiens — un pour 30 000 m². « Quand on s'amuse à faire des roulades sur les pelouses, raconte Eric, dix ans, ils nous sifflent. Les gardiens, il en faut pour surveiller, mais pas pour interdire... »

Depuis des années, la C.s.c.v. demande à la Ville de Paris d'aménager le parc Kellermann. « Ce jardin, c'est l'un des rares lieux de rencontre autres que les galeries marchandes, explique Maïté Mathieu, militante de la C.s.c.v. C'est un espace qui est utilisé à la fois par les enfants, les personnes âgées, les familles de toute condition sociale. C'est important, dans un quartier où l'urbanisme n'a fait que renforcer les séparations entre classes d'âges, classes sociales, races... »

Les revendications des usagers ne sont pas exorbitantes : des jeux pour les enfants, un terrain de boules, une installation abritée avec des jeux de société pour les personnes âgées, des pelouses permises aux enfants. Et la mise à la disposition de terrains viabilisés (eau, électricité, toilettes) pour les nomades dans plusieurs quartiers de Paris. Lettres, pétitions, intervention à la commission d'arrondissement. Peine perdue : jusqu'à présent la Ville de Paris a fait la sourde oreille.

« Nous n'avons eu que de vagues promesses, explique Monique Jeaneteau, de la C.s.c.v. Les seules réponses précises concernent le renforcement des grilles et la présence de gardiens musclés pour un quartier considéré comme difficile »... La proximité de la cité Brillat-Savarin, l'une des poches de sous-prolétariat à Paris, pose en effet le problème de la délinquance juvénile. Le square Rungis, par exemple, a été entièrement saccagé. « Le problème de gardiennage est important, mais il ne s'agit pas de truffer le parc de gardiens, affirme Daniel Benassaya, conseiller socialiste du treizième arrondissement. Plus ce parc sera animé, et équipé, plus il sera fréquenté et moins il y aura de sabotage. »

Au cours de la manifestation de samedi, la C.s.c.v. a recueilli des dessins réalisés par les enfants et les signatures des usagers du parc qui soutiennent les revendications. Le tout sera envoyé à Jacques Chirac, maire de Paris.

Paul Quilès, député socialiste de Paris, était lui aussi le 19 mai au parc Kellermann : « Je suis concerné à double titre, d'abord comme élu de cet arrondissement, ensuite comme habitant et usager — j'habite la tour qui est juste là, et mes enfants vont jouer dans le parc. Cet espace vert en voie de clochardisation, c'est un nouvel exemple de l'attitude de la Ville de Paris : pas d'équipements, pas d'aide pour les quartiers qui votent mal. »

M.-J.B.

(1) C.s.c.v.-13e, 21, rue des Malmaisons, 75013 Paris.

peuvent être catastrophiques localement. Il y a aussi le déballastage et le curage des soutes en mer qui est une pollution régulière et volontaire. En effet, lorsqu'un pétrolier revient à vide, il doit être lesté. Et l'eau qui constitue ce lest est vidée avec soin avant l'embarquement d'une nouvelle cargaison de pétrole. Il est, bien sûr (en principe), interdit d'effectuer ces opérations en mer, et des installations sont spécialement conçues à cet effet... mais cela coûte plus cher que les amendes encourues si l'on se fait prendre en situation irrégulière !

« Il s'agit d'un flagrant délit de non-progrès », s'indigne Philippe Cottereau, secrétaire général du groupe Paul-Emile-Victor (2), actuellement chargé par la C.e.e. d'une étude préliminaire à la création d'une banque de données européennes sur les moyens de lutte contre la pollution pétrolière accidentelle.

Le bilan écologique de l'« Amoco-Cadiz » — la plus grande catastrophe pétrolière du monde — n'est pas terminé. Il est d'autant plus grave que le Nord-Finistère est une zone particulièrement riche en espèces animales et végétales. Certains abers, qui sont pour les scientifiques de véritables fermes sous-marines, ont été entièrement ravagés.

« Il faudra des années pour que la mer se remette de cette blessure », affirmait après le désastre Louis Cabioch, de la station biologique de Roscoff. Selon les experts britanniques, il a fallu dix ans pour retrouver un équilibre écologique relatif après l'accident du « Torrey Canyon ». Le pétrole répandu s'étale en nappe et forme un écran qui empêche tout échange gazeux entre l'atmosphère et l'eau : l'oxygène diminue, les poissons fuient (quand ils le peuvent), le plancton meurt. Certes, la mer se défend. Des bactéries marines attaquent les hydrocarbures... Mais, pour dégrader un litre de mazout, il faut l'oxygène contenu dans 400 000 litres d'eau !

Selon une étude faite par des chercheurs de l'Institut océanique Woodstole après une fuite de 700 tonnes sur les côtes du Massachusetts, la contamination des huîtres persiste même après un séjour de six mois dans un courant d'eau de mer propre... Et des expériences faites à l'université de Brest par l'équipe du professeur Albert Lucas montrent qu'à partir d'une certaine concentration pétrolière la vie du milieu marin est perturbée : déséquilibre du métabolisme, modification génétique, etc. Plus préoccupant encore : certains hydrocarbures sont cancérigènes. Entre autres, le benzopropène, qui émane des huiles de vidange et des rejets d'échappement : des recherches effectuées dans les eaux côtières françaises ont révélé sa présence, en particulier dans les zones portuaires... et dans la chair de certains poissons (sardines, morues). Une chaîne alimentaire qui conduit jusqu'à l'homme !

La pollution pétrolière, qu'elle soit accidentelle ou chronique, n'est donc pas seulement désastreuse pour le milieu marin. Elle peut aussi avoir un effet toxique par le biais de l'alimentation humaine. Même si toutes ses répercussions n'ont pas encore été élucidées. Faute de crédits dévolus pour la recherche dans ce domaine. Sans compter ses conséquences économiques : en France, 80 000 pêcheurs et conchylliculteurs sont concernés. Mais que fait-on concrètement contre la pollution pétrolière ? « La France a l'ambition de jouer un rôle exemplaire dans la lutte pour la protection des océans », a déclaré Valéry Giscard d'Estaing (Conseil des ministres du 25 mai 1977). Depuis, il y a eu l'« Amoco-Cadiz » et la révélation de l'incroyable inefficacité du plan Polmar. L'an dernier, le groupe Paul-Emile-Victor a proposé au gouvernement la création d'un Samu de la mer. En vain. « Il s'agissait d'éviter qu'un accident ne se transforme en catastrophe, précise l'un des spécialistes du groupe ; pour l'« Amoco-Cadiz », on aurait pu faire l'économie de 50% de la quantité déversée si tous les moyens de lutte avaient pu être efficacement utilisés... »

Il n'y a toujours pas de Samu de la mer.

Le groupe Paul-Emile-Victor envisage désormais de créer une brigade d'intervention polyvalente, mobilisable pour toute pollution accidentelle (pétrolière ou autre). En attendant le feu vert du gouvernement (et les crédits), l'équipe a d'ores et déjà un contrat avec la région Provence - Côte d'Azur : il s'agit d'évaluer l'état actuel des fonds sous-marins de cette région côtière. Une estimation qui permettrait de chiffrer exactement les dégâts au cas où... Encore faudrait-il que, comme cela se fait aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, on veuille bien accorder une valeur (quantifiable) aux biens naturels.

Dans une société marchande, où seul le coût économique est pris en compte, cela permettrait peut-être de faire mieux respecter l'environnement naturel dont l'usage, l'abus et la destruction sont actuellement gratuits. Nous n'en sommes pas encore là en France. Sans doute n'y a-t-il pas eu assez d'un « Amoco-Cadiz ».

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) Source : Pluriscience 1979, volume de remise à jour annuelle publié par l'Encyclopédia Universalis.

(2) Sont également membres du groupe : Jacqueline Auriol, Alain Bombard, le commandant Cousteau, Louis Leprince-Ringuet, Jacques Debat, Haroun Tazieff.

Le printemps saisi aux cheveux

QUEL toupet il fallait au Tchécoslovaque Milos Forman en 1967 pour donner à vivre par prémonition, avec son film « Au feu, les pompiers », quelque chose qui ressemblait à ce que Prague allait connaître... Et quel toupet il faut aujourd'hui à Forman pour situer dans un cimetière militaire d'après le Vietnam, au chant fameux de « Let the sunshine in » (« Laissez entrer le soleil »), l'une des ultimes minutes de « Hair ». Air final pour air final, soit dit en passant, voilà qui renvoie aux dictées musicales pour enfants de troupe le couplet ridicule de « God bless America » glissé à la fin de son « Voyage au bout de l'enfer » par ce malin de Michael Cimino.

Le coup de culot de Forman, il faut dire, avait commencé très tôt : dès le moment où il avait entrepris de porter à l'écran la fameuse pièce musicale. Ayant vu « Hair » sur scène à Broadway et à Paris, je n'aurais pas donné cher des chances d'une adaptation cinématographique, si justement Forman n'avait décidé de refuser d'adapter : il a pris le matériau, mais il a créé quelque chose d'original.

La musique subsiste, bien sûr, au tout premier plan (1), et c'est sur elle que Forman a bâti. Une histoire, d'abord, parce que des « Amours d'une blonde » à « Vol au-dessus d'un nid de coucou », le cinéaste tchèque n'a jamais eu d'autre doctrine que de faire bouger ses personnages dans une histoire forte ou pittoresque. « Hair » devient ainsi l'histoire d'un jeune provincial se mêlant, pour quelques jours new-yorkais, à un petit groupe de hippies avant d'être avalé par la grande machine kaki.

Bâti des personnages, aussi. Forman a même réussi à caser entre la trentaine d'airs de « Hair » suffisamment de notations pour donner à son provincial, au leader naturel de la communauté, à la fille de famille, à la hippie libérée une épaisseur réelle jusque dans leurs contradictions.

Au-delà de la musique et des protagonistes, et bien sûr d'une figuration très colorée — jaillissant dès le début du film, grâce à l'éblouissante première séquence à Central Park sur l'air d'« Aquarius » —, Forman s'attache à l'essentiel : les thèmes et les comportements que véhicule « Hair » et qui sont, finalement, à peu près tous les thèmes et les comportements des années soixante. Encore a-t-il sagement gommé de son « Hair 79 » plusieurs des éléments (nudité, drogue, vocabulaire « choquant ») qui donnaient un parfum de scandale à la pièce originelle.

En revanche, avec quel amour visiblement Forman a magnifié ce goût de la parure colorée, cet ondoiement de longues chevelures, ce coulé de mouvements de corps sans entraves qui voulaient indiquer une autre façon d'être !

Par-dessus tout, et sans nostalgie, « Hair » brasse — même quand il arrive à ses personnages de les vivre difficilement — les grandes utopies de la précédente décennie : l'amour universel, qui produit les communautés comme celle de Berger dans « Hair » ou bien les grands rassemblements à Central Park, sans distinction de sexe ou de couleur de peau... Le refus tranquille des certitudes et la volonté de questionner le monde (« Where do I go ? », « Où vais-je ? », chanson clef de Claude, le personnage principal)... Les rapports nouveaux entre les êtres, au sein d'un couple ou dans une amitié qui dans le film va jusqu'à son extrême tragique... La non-violence du « flower power » et ses corollaires, le pacifisme et l'antimilitarisme, partout présents dans « Hair ».

On peut sourire de la forme que prenaient ces thèmes. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir tout ce que les plus solides d'entre eux, après avoir soulevé les campus contre la guerre au Vietnam, ont pu, avec d'autres éléments, engendrer du Mai français ou du Printemps tchécoslovaque.

Ce n'est pas d'être, il y a un an et demi, devenu citoyen américain qui peut lui faire oublier ces années-là. Il a voulu dénoncer, dit-il lui-même, « plus que le Vietnam : la guerre, l'esprit militaire, en général ». Dans le bruit d'avion vers la fin du film, il y a celui des raids sur Hanoï et il y a aussi le fracas des chars envahissant Prague en août 1968. Mais tout aussitôt « Hair » nous restitue quelques-uns des plus chauds rayons de cette année-là. « Laissons entrer le soleil »...

SERGE RICHARD

(1) La bande-son originale du film est publiée par R.c.a. en double album BL 03274 (direction du compositeur Galt Mac Dermot).





Le temps des festivals

BANLIEUE

* ***Neuvièmes Rencontres théâtrales de Sèvres (du 26 mai au 4 juin).***

Soixante troupes venues de partout et réunies pour confronter leurs expériences et leurs expressions. Au hasard du programme, des équipes venant de Mantes, Lambesc, Villiers-le-Bel, Juvisy, Marvejols, Lille, Lyon, Boulogne, Alfortville, Tarbes, Méry-sur-Seine, Sèvres, Orléans, Chantilly, Clamart, Aubergenville, Orsay, Strasbourg, Montréal, Charleville-Mézières, Mulhouse, Rimouski (Québec), Le Havre, Auxerre, Tavel, Gradignan, Toulouse, Genève, etc.

Au risque de vous plaire

* ***Musiques pour le Printemps à Saint-Cyr-l'Ecole (jusqu'au 3 juin).***

Musique algérienne le 27 mai. Patrice Caratini et Marc Fosset le 2 juin. Folklore le 3 juin.

* ***Quatrième Festival d'Etampes (jusqu'au 24 juin).***

Musique ancienne et contemporaine des Flandres, par l'Universal Music Ensemble, le 26 mai.

* ***Festival de l'Ile-de-France (jusqu'au 8 juillet).***

« Divertissement pour Diderot » au Château de Vincennes, le 26. La Grande Ecurie et la Chambre du Roy jouent Mozart, Mouret, Rameau, Charpentier et Purcell au château d'Ecouen, le 27.

* ***Festival de Suresnes (jusqu'au 12 juin).***

La troupe des Farfadets, le 26. Concert du Vegetator's rock'n roll, le 29.

* ***Festival de Champigny (jusqu'au 24 juin).***

« Ubu », par le Théâtre de la Lucarne, le 31 mai.

* ***Festival de Saint-Denis (jusqu'au 28 juin).***

« Le Messie », de Haendel, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, à la basilique, les 29 et 31 mai.

* ***Festival de la Chanson de Saint-Michel-sur-Orge (jusqu'au 22 juin).***

Fernando Marquez, Werneer et le Théâtre à Bretelles le 26 mai. Musique médiévale par l'Ensemble Guillaume de Marchaud, les 28 et 29 mai.

PROVINCE

* ***Quatrième Festival d'Angoulême (du 28 mai au 4 juin).***

Patrice Caratini et Marc Fosset les 29 et 30 mai. Clifton Chenier et John Lee Hooker le 31 mai.

* ***Neuvième Festival international des musiques expérimentales de Bourges (du 30 mai au 10 juin).***

Au total : trente-trois manifestations, vigt-six pays représentés, cent trente œuvres jouées, quatre-vingts créations mondiales ou françaises. Films expérimentaux et musicaux de Hongrie, films expérimentaux français le 30 mai. Début du panorama international le 31 mai.

* ***Festival d'été de la Seine-Maritime (jusqu'au 15 juillet).***

Le « Magnificat » de Bach et le « Requiem » de Mozart par les Saint-Michael's Singers de Coventry et l'Orchestre de chambre de Caen, à l'abbaye de la Trinité de Fécamp, le 30 mai.

* ***Deuxième Carrefour des pratiques audio-visuelles régionales de Bordeaux (jusqu'au 7 juin).***

Des dizaines de montages audio-visuels, bandes vidéos, films super-8 et 16 mm. Tournés à La Rochelle, Montreuil, Firminy, Bordeaux, Bobigny, dans le Morvan, etc. Le programme détaillé des projections aux Entrepôts Laîné ou au (56) 44-60-27.

Le calendrier de l'Unité

Vendredi 25 mai

* Première, à la Grange du Grand Aulnay, du nouveau spectacle du Théâtre-des-Deux-Rives (jusqu'au 3 août).

* Clifton Chenier, à Paris, à Campagne-Première (jusqu'au 30 mai).

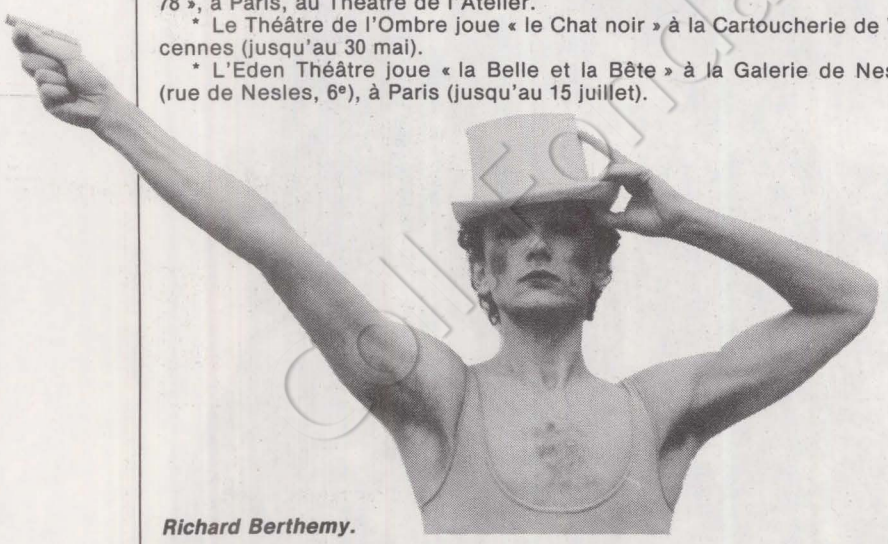
* Exposition Honoré Daumier à la maison de la culture de Grenoble (jusqu'au 13 juillet).

* Exposition du peintre Jean-Paul Barray à la galerie Art-Forum (22, avenue de La Bourdonnais, 7e), à Paris (jusqu'au 8 juin).

* Création de la dernière pièce de François-Régis Bastide, « Siegfried 78 », à Paris, au Théâtre de l'Atelier.

* Le Théâtre de l'Ombre joue « le Chat noir » à la Cartoucherie de Vincennes (jusqu'au 30 mai).

* L'Eden Théâtre joue « la Belle et la Bête » à la Galerie de Nesles (rue de Nesles, 6e), à Paris (jusqu'au 15 juillet).



Richard Berthemy.

* Richard Berthemy mime et danse « Prologus liberationem disco et valsa de Vienna » au Théâtre Oblique (76, rue de la Roquette, 11e), à Paris (jusqu'au 2 juin).

* Le flûtiste James Galway à Paris, au Théâtre de la Ville (jusqu'au 26 mai).

* Le Théâtre du Pont-Neuf joue « Introspection », de Peter Handke (jusqu'au 10 juin).

* Julos Beaucarne à Wavre, Little Bob Story à Grenoble. Gérard Pierron à Saran. Mahjun et Imago à Villejuif. François Béranger à Tourcoing. Montjoia à Bandol. Rhoda Scott à Digne. Djurdjura à Paris, square de Choisy (également le 26 à 15 h et 21 h).

Samedi 26

* Première à Paris, à la Comédie-Française, dans une nouvelle mise en scène de Jean-Luc Boutté, du « Don Juan » de Molière.

* Djamel Allam, Lamine Konte et Sugar Blues à Paris, à la Mutualité. Concert de soutien à l'Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains.

* « L'Opéra et les rôles travestis », par Jean-Guy Bailly, Colette Alliot-Lugaz et Germaine Boulard, à Chambéry.

* Julos Beaucarne à Liège. Mama Béa Tékielski à Morestel. Le Workshop de Lyon à Pessac. François Béranger à Gagny. Michel Buhler à Toulouse. Imago à Appoigny. Montjoia à Pernes-les-Fontaines. Guy Bedos à Trappes. Les Quilapayun à Mauléon.

Dimanche 27

° Dernière à Aix-en-Provence, au Café-Théâtre la Fontaine d'argent, de la pièce de Claude Broussouloux « la Salle d'attente ».

° Claire à Tours. Mama Béa Tékielski à Trappes. Imago au Tréport. Montjoia à Moulin-de-Redon. Pierre Péchin à Mayet. Guy Bedos à Chevreuse. Les Quilapayun au Pré-Saint-Gervais

Lundi 28

* Renata chante Pierre Mac Orlan et Boris Vian à Paris, à la Comédie des Champs-Elysées (récital unique).

* « La Sœur de Shakespeare », par le Théâtre de l'Aquarium, au Théâtre national de Strasbourg (jusqu'au 2 juin).

* Pierre Akendengue à Paris, à Campagne-Première (également le 29).

* Récital de piano : Michael Ponti, Liszt, Beethoven. Salle Gaveau, 21 heures.

* Chœurs et orchestre du Nouveau Lyon et Ensemble choral de la Côte. Direction Jean-Claude Guérinot. Elias (oratorio), Mendelssohn. Auditorium Maurice-Ravel, Lyon, 20 h 30.



Les Quilapayun.



Jack De Johnette et son groupe.

à ne pas manquer

Bourges encore...

Bourges nous fait mentir. Bourges n'est plus, hors le Festival de la chanson, un désert culturel. Les événements artistiques s'y multiplient. A preuve, cette Fête médiévale du 26 mai, réglée par le musicien Bernard Lubat. Elle annonce un programme musical riche et varié : du jazz, du rock, de la punk, des vieilles chansons et des airs du Moyen Age.

Un concert de musique classique et contemporaine sera donné dans la cathédrale par le groupe Contraste. Eddie Louiss et Bernard Lubat se livreront à un duo-duel, orgue contre batterie. Le Bread and Puppet, le Théâtre Avaricum et la Compagnie Pasquin seront de la fête. Alain Meilland dira François Villon du haut du clocher de la cathédrale. Il y aura aussi Jacques Anton et ses cascadeurs, des cracheurs de feu, des briseurs de chaines, des marionnettes, un stand de maquillage pour enfants.

Sages s'abstenir. La folie sera au rendez-vous.

J.-P. L.

Jack De Johnette

Jack De Johnette n'est pas n'importe qui. Batteur, il a joué avec Miles Davis, Bill Evans et Keith Jarett. Il a désormais sa propre formation : John Abercrombie à la guitare, Lester Bowie à la trompette et Eddie Gomez à la basse. Ses morceaux prennent racines dans la Nouvelle-Orléans de son père. Mais il pratique tous les styles avec violence et passion. Il est de passage à Paris pour un concert unique : le 30 mai, à 20 h 30, au Bataclan (50, boulevard Voltaire, 11e). Il est prudent de louer.

J.-P. L.

Mardi 29

* « Lorenzaccio », d'Alfred de Musset, à Lyon, au Théâtre des Célestins (jusqu'au 1er juin).

° Jean-Yves Joanny, à la Sou'Pap' (3, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie), à Paris (jusqu'au 9 juin).

* Création à Villeurbanne, au T.n.p., du dernier spectacle de Roger Planchon : « No man's land », d'Harold Pinter.

* Concert Jean-Sébastien Bach en l'église Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmontant, à Paris, par l'Ensemble orchestral de Paris sous la direction de Jean-Pierre Wallez.

* Concert lecture : Jorg Demus (piano). Beethoven, sonates. Auditorium 105. Radio-France, 19 heures.

* Soirée Mauricio Kagel. Direction musicale, mise en scène : Mauricio Kagel. Reprises les 30 et 31 mai Opéra, salle Favart.

* « Macbeth », de Verdi, à Strasbourg, à l'Opéra du Rhin.

* Le Trio à cordes de Paris à Saint-Etienne.

* Le Théâtre populaire de Lorraine joue « Cage », de Jacques Kraemer, à Metz (jusqu'au 16 juin).

* Little Bob Story à Mande. Jean-Pierre Alarcen à Chaumont. Andrée Simons à Agen. Christine Authier à Antony.

* Chorale Paul Kuentz : Georg Friedrich Haendel, Te Deum, De Dettingen, Dixit Dominus. Eglise Saint-Séverin, 21 heures.

Mercredi 30

* Récital Thérèse Dussaut : Schubert. Le Ranelagh, Paris.

* Maren Berg chante à Paris, au Théâtre Adyar (35, avenue Rapp, 7e).

* Opération « Jazz dans la rue » à Rennes (jusqu'au 2 juin).

* Raymond Devos à Sceaux. Guy Bedos à Evry - Ville nouvelle. John Lee Hooker à Sartrouville. Andrée Simons à Toulouse.

Jeudi 31

* Dernière à Lyon, au Théâtre de l'Eldorado (33, cours Gambetta, 3e), du spectacle de Bruno Bœglin « Septem Dies ».

* David Mc Neil chante à Paris, à la Fac Dauphine, pour Amnesty International.

* Concert Chopin par le pianiste Vyron Bellas, à Paris, à la salle Pleyel.

* Deux concerts de La Velle à Paris, à Campagne-Première (à 20 h et 22 h).

* « Le Chant général », de Pablo Neruda, par Marc Normant, au Théâtre municipal de Tourcoing.

* La « IXe Symphonie », de Beethoven, à Strasbourg, à l'Opéra du Rhin, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg sous la direction d'Alain Lombard.

* « L'Enfance du Christ », de Berlioz, à la maison de la culture de Grenoble.

* Claire à Orsay. Little Bob Story à Toulouse. John Lee Hooker à Angoulême. Andrée Simons à Albi. Rhoda Scott à Nîmes. Géranium à Choisy-le-Roi.

télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

Vendredi 25 mai : à Apostrophes, Bernard Pivot aborde un sujet brûlant, celui des passions cachées et des lectures secrètes. Quatre écrivains invités parleront tout haut de ce qu'on lit en cachette (sur Antenne 2, à 21 h 35).

Si vous terminez votre soirée sur la même chaîne, ne manquez surtout pas une des œuvres les plus géniables d'Alfred Hichtchock à 23 h : « Psychose ». Une aventure criminelle, avec Anthony Perkins et Janet Leigh, qui jouera avec vos nerfs.

Comment se passe la campagne des élections européennes dans les autres pays de l'Europe des Neuf ? Quatre émissions de quatre pays membres (Allemagne, Italie, Belgique, Grande-Bretagne) serviront au débat qu'animera Christine Ockrent, avec les auteurs respectifs de ces reportages (sur F.r. 3, à 20 h 30).

Un vent de nostalgie souffle à 21 h 30. Un vieux paysan breton rumine ses tendres souvenirs, tandis que la nouvelle génération remplace le vieux cheval par un nouveau cheval... vapeur : « le Tracteur ». Les images s'harmonisent parfaitement avec le texte de Pierre-Jakez Hélias.

Samedi 26 : à 20 h 30, sur F.r. 3 « le Locataire d'en haut » est toujours absent. Anne, contrainte d'héberger son beau-frère évadé de prison, le soupçonne de l'avoir supprimé. Une autre nouvelle de William Irish, réalisée cette fois-ci par Gilles Grangier, ne vous fera pas passer, je l'espère, une autre nuit d'angoisse après « Psychose ».

Dimanche 27 : « Il était une fois un flic » qui était obligé de se faire passer pour un truand chargé de famille. Les complications ne viennent pas de l'enquête, mais des épreuves qu'il subit de son fils d'emprunt



Michel Constantin, vu par Solo.

— celui-ci ne lui facilitant pas la tâche. Michel Constantin y est excellent. Un divertissement sans prétention pour un dimanche soir.

Le travail dans les petites îles de Polynésie reste rare. La M.j.c. de Papeete raconte dans un film l'histoire de Paraïta, débarquant à Tahiti pour y chercher l'argent et la réussite. La réalité est tout autre. Une émission de Jean L'Hote à 20 h 30 sur F.r. 3.

« La Roue » d'Abel Gance tourne pour vous au Cinéma de minuit de 22 h 30. Arthur Honegger composa la musique comme une partition symphonique, alors

Le massacre des innocents

QUAND la grande misère de l'enfance montre le bout de son nez, tous les adultes se sentent coupables. « Il faut faire quelque chose ! », s'écrient-ils devant les affamés du tiers monde, les petits réfugiés vietnamiens de Poulo Bidong ou ces marginaux en culottes courtes, ambassadeurs du quart monde, sortis de nos bidonvilles le temps d'un goûter à l'Elysée. « Dans un pays qui prétend vouloir une politique nataliste, il est quand même curieux de constater que les familles les plus nombreuses sont les plus misérables », remarque l'abbé Joseph Wresinski, fondateur du mouvement Aide à Toute Détresse.

Un instant, les images provoquent le scandale, coupent l'appétit, forcent à réfléchir ; et puis, elles passent, supplantées par d'autres. Autant en emporte l'audio-visuel... Selon un récent sondage, 56 % des Français pensent que « la misère, ça n'existe pas en France ». Mais ceux qui la subissent ou ceux qu'elle a marqués (rien que pour l'Hexagone, on en compte près de deux millions), ceux-là ne pourront jamais oublier les affres de la faim.

François Ribadeau, à qui l'on doit entre autres la découverte des sorciers du Berry et la révélation du pianiste Glenn Gould, est allé à la rencontre d'anciens mal partis, de témoins contraints dès leur plus jeune âge à se battre pour survivre. Vingt, trente ou quarante ans plus tard, quels souvenirs gardent-ils de leur baptême du feu ? Pour inaugurer cette galerie de portraits intitulée « l'Enfant et la guerre » (A. 2, à partir du 31 mai, à 22 h 55), voici Fernando l'Espagnol qui se penche sur son passé.

Dès la première phrase : « Comment faire pour manger ? », le présent s'efface. Le narrateur, un gros homme fatigué, retrouve le ton, le regard, l'angoisse, de l'« olvidado » de sept ans qui cherchait pitance dans les terrains vagues. Les gosses de pauvres étaient prêts à tout pour un quignon de pain. Vraiment à tout ? Non, soudain l'affamé se révolte. Le sable que l'autre le somme d'avaler lui reste dans la gorge. Dans ce cas, il n'aura rien, qu'il crève ! En marge de la guerre civile qui déchire le pays, les petits garçons inventent la leur, dont la férocité rivalise avec celle des parents.

« C'était de la violence pure », conclut Fernando. Entendez par là qu'il ne s'y mêlait aucun argument, aucun raisonnement, à croire que le besoin d'écraser son prochain s'acquiert au berceau.

Sans doute convient-il de ne pas généraliser le témoignage de Fernando. Il ne nous livre que sa vérité, sa descente personnelle aux enfers. Avec des mots d'adulte, dans une langue étrangère, il s'efforce de reconstituer le crime, cet éternel massacre des innocents qui se répète au fil des siècles, sur tous les points du globe. On regrette que Ribadeau l'interrompe parfois, impatient de retrouver son enfance dans celle d'autrui. A chacun son itinéraire, son réquisitoire ; à nous, téléspectateurs, de réunir ces voix éparses en un formidable « J'accuse ».

Au cours des émissions suivantes, nous découvrirons, par les yeux d'un enfant juif, l'occupation allemande en France, et la guerre d'Algérie par l'intermédiaire d'un petit Arabe. « C'était hier », soupirerons-nous en courbant la tête. Hélas ! non, c'est aujourd'hui que Sa Majesté Bokassa Ier assassine les écoliers et que, dans la mer de Chine, les jonques coulent, surchargées de réfugiés.

GABRIELLE ROLIN





« La Roue » d'Abel Gance.

que les films muets de l'époque n'étaient accompagnés que d'un piano-bastringue ou d'un orchestre de brasserie. La collaboration compositeurs-cinéastes commençait. A ne pas manquer.

Lundi 28 : si vous pouvez voir à 15 h sur Antenne 2 « Fra Diavolo », ne manquez pas une heure et demie de cocasseries, en compagnie de Laurel et Hardy.

A 22 h 40, sur la même chaîne, des chefs-d'œuvre en péril : une collection unique d'automobiles, celle des frères Schlumpf. Rappelez-vous, ceux-ci étant en fuite, les créanciers ont demandé à être payés sur les biens propres de cette entreprise en faillite.

Une jeune fille oisive, indécise, à la recherche du bonheur dans une société aisée, capitule pour la sécurité. L'éternel univers de Françoise Sagan transposé à l'écran par Alain Cavalier dans « la Chamade ». Avec Catherine Deneuve et Michel Piccoli, à 20 h 30 sur F.r. 3.

Mercredi 30 : devenu aveugle à vingt-quatre ans, un kinésithérapeute réapprend à vivre son handicap. Il y a quelque temps, Michel Jouaux, aveugle également, participant au jeu des « Chiffres et des lettres », suscitait l'enthousiasme. « Mi-fugue, mi-raison » réalisée en partie de chez lui, abordera l'intégration sociale des non-voyants (à 20 h 40 sur Antenne 2).

En route vers le soleil et la folie avec « la Dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil », à 20 h 30 sur F.r. 3. Anatole Litvak nous entraîne vers la peur insidieuse et l'inexplicable.

Jeudi 31 : sous ses dehors d'ours mal léché, il est timide malgré ses vingt-cinq ans de carrière cinématographique. Pudique, chaleureux, respectueux de la liberté des autres, Lino Ventura sera l'invité de Jacques Chancel dans le Grand Echiquier à 20 h 40 sur Antenne 2.

changer la vie culturelle

La chanson de Rolland

Ainsi que nous l'avions écrit dans ces colonnes, la municipalité de Moulins s'était particulièrement distinguée à la suite du passage du chanteur breton Gilles Servat, le 6 décembre 1978, sur la scène du théâtre municipal. Elle avait retiré à l'organisateur du spectacle, les Jeunesses musicales de France, la moitié de la subvention qu'elle lui attribuait habituellement, pour avoir « fait applaudir des propos séditieux qui devraient tomber sous le coup de la loi ». Bref, Hector Rolland et sa municipalité, une fois de plus, battaient le record absolu de la réaction en réclamant la suppression de la liberté d'expression. Rien de moins.

Gilles Servat a répondu en chanson à Hector. Il a signé un texte qu'il chante désormais à chaque récital et dont « Totor » pourra se faire un blason. Voici le refrain de la « Chanson de Rolland » : « Vive la liberté de parole / Dépêche-toi d'ouvrir ta gueule / Dépêche-toi d'en profiter ohé ohé / Avant que le maire de Moulins / Prenne le pouvoir un beau matin / Et t'interdise de chanter. »

Pour qui voudrait entendre cela de ses propres oreilles, Gilles Servat chante à Brétigny-sur-Orge le 25 mai, à Melun le 26 et à Chartres le 27. Pour la suite, nous tiendrons volontiers le maire de Moulins au courant des pérégrinations de cette « Chanson de Rolland ».

Ria-Rio

Jean-Pierre Mas est français et pianiste ; Cesarius Alvim est brésilien d'origine et contrebassiste. Deux. Mais la perfection de leur duo l'assimile à un orchestre complet. Aussi, depuis le succès de leur premier enregistrement, « Rue de Lourmel », ils ont un public bien à eux.

Présentant leur dernier album « Ria-Rio » (Owl 013), le cinéaste Bertrand Tavernier a raison de retenir la subtilité, le lyrisme et la légèreté comme les qualités essentielles de Mas-Alvim : la tournée qu'ils viennent de commencer convaincra les derniers incrédules, s'il en reste.

L'inattendu Tatum

Une surprenante nouvelle pour les amateurs de musique noire : on croyait connaître tout de la fameuse rencontre (enregistrée) entre le vibraphoniste Lionel Hampton et le probablement plus grand des pianistes, Art Tatum. Erreur : voici que Pablo (2310-775) crée un événement en exhumant, vingt-trois ans après, huit inédits. Autant dire une demi-heure de bonheur musical absolu.

Radio-France international ne répond plus

Les services de Radio-France internationale n'envoient plus, depuis fin mars, à leurs clients les émissions fabriquées ou enregistrées à leur intention. Les clients, ce sont une centaine de chaînes de radio francophones à travers le monde. Le Quai d'Orsay est le seul financier de Radio-France international.

Chaque année, en mars, les deux parties discutent le budget. Cette année, les choses se sont passées un peu différemment : le ministère des Affaires étrangères a lancé un appel d'offres, mettant ainsi Radio-France international en concurrence avec le secteur privé. Et ce serait une petite boîte privée qui aurait enlevé le gâteau : l'Office français de radiodiffusion et de diffusion audio-visuelle.

Vous connaissez ? Sûrement pas. Cette société ne figurerait même pas au registre du commerce... Edwige Avice, au nom du Parti socialiste, a adressé une question écrite à Raymond Barre sur ce nouvel acte de braderie, commis à l'encontre d'une des sociétés issues de l'ex-O.r.t.f. Il y a un mois de cela. Le Premier ministre, évidemment, n'a pas daigné répondre...

Pierre-Jean Rémy à la tête du Théâtre

Jean-Pierre Angrémy est plus connu sous son pseudonyme d'écrivain : Pierre-Jean Rémy. Diplomate, il a été adjoint du P.-d.g. de l'O.r.t.f. en 1972, puis conseiller culturel à l'ambassade de France à Londres en 1975. Il s'est vu attribuer le prix Renaudot 1971 pour son roman « le Sac du Palais d'été » (Gallimard). Il a publié l'année dernière une belle biographie : « Callas, une vie » (Ramsay). Il a aussi été, pendant quelques mois, critique dramatique à « l'Express ».

Etait-ce là une référence suffisante pour en faire le directeur du Théâtre et des Spectacles au ministère de la Culture et de la Communication ? Le ministre, Jean-Philippe Lecat, a répondu par l'affirmative. Voilà Pierre-Jean Rémy en place. Que va-t-il faire ? Va-t-il arrêter l'hémorragie qui saigne actuellement toute l'action culturelle ? Va-t-il remettre le théâtre français dans le droit chemin de Jean Vilar ? Va-t-il lui donner des moyens pour exister ?

Les leçons d'une grève

Catherine Ribeiro a gagné. Après dix jours de grève de la faim, elle a obtenu ce qu'elle voulait : d'une part, la société Phonogram a accepté de faire figurer mention de la « censure », dont la chanteuse s'est estimée victime, sur la pochette du disque où elle chante douze chansons inédites de Jacques Prévert et Sebastian Maroto ; d'autre part, le Syndicat national de l'édition phonographique et audio-visuelle s'est engagé, et ce dès le 21 mai, dans des négociations avec le Syndicat français des artistes-interprètes, d'où devrait sortir un nouveau contrat type qui reconnaîtrait plus de droits aux artistes et des droits de fait aux interprètes. Le Comité de soutien à la grève de la faim de Catherine Ribeiro s'est transformé en Comité de soutien à l'action de Catherine Ribeiro et des interprètes (1) ; il entend veiller à ce qu'aucun des problèmes soulevés par la chanteuse ne soit escamoté.

Reste à faire passer dans la loi les revendications des interprètes. On peut s'attendre qu'un projet allant dans ce sens soit déposé prochainement sur le bureau de l'Assemblée nationale. Il pourrait ultérieurement servir de modèle au niveau européen. Incontestablement, en une dizaine de jours, Catherine Ribeiro aura beaucoup fait avancer les choses. Et les chanteurs qui ne lui ont pas apporté leur soutien... en profiteront quand même !

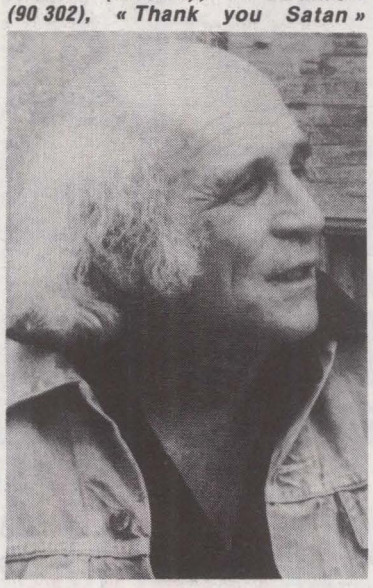
Autre leçon de la grève : Phonogram aurait pu s'épargner le ridicule de céder sans discussion aux volontés de Mme Prévert. Car cette dernière a finalement donné son accord pour le maintien du titre « Jacqueries », à condition qu'il soit précisé que son auteur en est Catherine Ribeiro. Fin ubuesque, donc. Mais que les multinationales du disque ne sont pas près d'oublier !

J.-P. L.

(1) Secrétariat du Comité : Michel Ruhaut, 64, avenue d'Italie, 75013 Paris. Téléphone : 588-85-55, 588-26-10 et 588-14-19.

Ce vieux Léo...

Léo Ferré nous revient. De plusieurs manières. Par un nouvel album : « Il est six heures ici... et midi à New York » (Barclay 960 016). Par la réédition de quatorze de ses 33 tours chez Barclay : « A Saint-Germain-des-Prés » (90 301), « Paname » (90 302), « Thank you Satan » (90 303), « T'es rock Coco » (90 304), « Franco la Muerte » (90 305), « la Complainte de la télé » (90 306), « Salut Beatnik » (90 307), « l'Eté 68 » (90 308), « Poètes vos papiers » (90 309). « la Folie » (90 310), « la Solitude » (90 311), « Il n'y a plus rien » (90 312), « E Basta ! » (90 313) et « l'Espoir » (90 314). Dans la foulée, le Chant du monde sort un nouveau pressage du « Premier Ferré » (LDX 4351), où l'on retrouve des monuments : « l'Ile-Saint-Louis », « Monsieur Tout-Blanc » et « le Bateau espagnol », entre autres.



Par ailleurs, Léo Ferré entame une longue tournée, qui le conduira dans plus de vingt villes à travers l'Hexagone. Il sera à Draguignan le 26 mai, Montpellier le 28, Toulouse le 29, Pau le 30, Bordeaux le 31, La Rochelle le 1er juin, Poitiers le 5, Limoges le 6, Clermont-Ferrand le 7, Bourges le 8, Amiens le 11, Lille le 12, Reims le 13, Metz le 14, Nancy le 15, Strasbourg le 18, Mulhouse le 19, Besançon le 20, Dijon le 21, Troyes le 22, Grenoble le 25, Annecy le 27 et Aix-en-Provence le 28.

Ce vieux Léo a mis le paquet pour son « come back » !

J.-P. L.

merlin S.A.

vous propose votre

2 PIECES AVEC LOGGIA AU SOLEIL DU MIDI

DANS LES IMMEUBLES DE SA SUPER-RÉALISATION CONSTRUITE « A FLEUR D'EAU »

A PARTIR DE

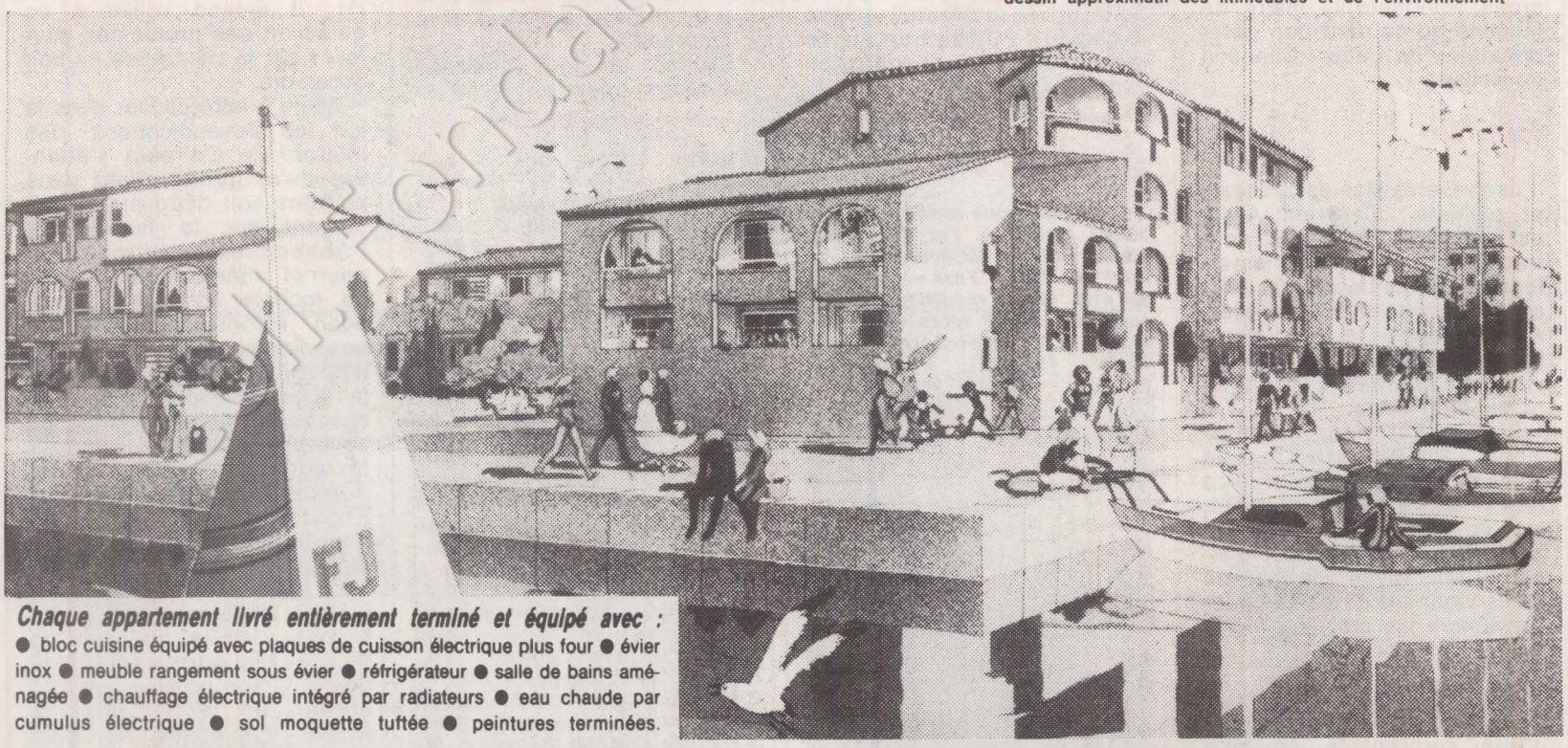
99.000 F

PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

AVEC SEULEMENT UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RÉSERVATION, 15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME

"LES TERRASSES DE LA MEDITERRANEE"

dessin approximatif des immeubles et de l'environnement



Chaque appartement livré entièrement terminé et équipé avec :

● bloc cuisine équipé avec plaques de cuisson électrique plus four ● évier inox ● meuble rangement sous évier ● réfrigérateur ● salle de bains aménagée ● chauffage électrique intégré par radiateurs ● eau chaude par cumulus électrique ● sol moquette tuftée ● peintures terminées.

BUREAUX DE VENTE SUR PLACE A PORT-LEUCATE
(FACE A LA CAPITAINERIE)
Bureaux ouverts sans interruption de 9 h à 19 h tous les jours y compris dimanches et jours fériés
TEL. (68) 86.00.28

RENSEIGNEZ-VOUS SANS TARDER !

Merlin S.A.
BUREAUX DE PARIS
31 RUE DE RIVOLI · 75004
ANGLE PLACE DE L'HOTEL DE VILLE · METRO HOTEL DE VILLE
BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHES

TELEPHONE 277.11.13

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI, 75004 PARIS
Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.
Nom PARIS CLASSE
Adresse 28 Rue Victor Hugo
92240 MALAKOFF
Permanence 10 h à 12 h
le dernier samedi du mois